

**Faculté des sciences économiques,  
sociales, politiques et de communication  
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

# **Comment les représentants politiques belges néerlandophones utilisent-ils la déixis pour se définir et définir l'autre ?**

**Une analyse de l'utilisation des pronoms dans les  
débats télévisés flamands**

Auteur : Elise Bertrand

Promoteur(s) : Min Reuchamps

Lecteur(s) : François Randour, Pierre Vercauteren

Année académique 2021-2022

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Fait à Louvain-la-Neuve le 28 décembre 2021

Elise BERTRAND

## Remerciements

Ce mémoire a pu être réalisé grâce à plusieurs personnes à qui je voudrais témoigner tout mes remerciements.

Tout d'abord, je voudrais m'adresser tout particulièrement à deux personnes. Je tiens d'abord à exprimer ma grande reconnaissance envers le professeur Min Reuchamps pour sa disponibilité lorsque des questions se posaient dans le processus du travail et pour sa précision lors des réponses à ces dernières. Merci d'avoir toujours su m'aiguiller quand je me perdais dans mes réflexions. Ensuite, le professeur François Randour a également été d'une grande disponibilité, notamment lors de l'apprentissage du logiciel Iramuteq. Monsieur Randour a également suivi de près la recherche du sujet, ainsi que son développement. Je lui remercie donc de sa présence aux réunions concernant mon mémoire. Je le remercie par ailleurs d'avoir accepté d'être mon maître de stage et de m'avoir permise de rajouter une corde à mon arc : la connaissance d'un logiciel informatique. Merci d'avance à Pierre Vercauteren, le lecteur extérieur de mon mémoire. Ses remarques seront sûrement d'une grande aide pour mes futures rédactions.

Je tiens, par ailleurs, à exprimer toute ma reconnaissance envers mes parents et ma sœur Célia qui m'ont soutenue tout le long de mon parcours, qui ont su me soutenir moralement, qui ont rendu possible cet engagement dans les études supérieures, qui ont toujours su me motiver, et me rassurer dans les moments les plus compliqués. Je souhaite également remercier Gaël pour son soutien durant toute cette belle année. En écrivant ces remerciements, je pense également au soutien que j'ai reçu de mes amis et amies, avec qui j'ai discuté et qui m'ont toujours encouragée, qui m'ont permis de souffler entre deux écritures, avec qui j'ai pu faire de la musique ou simplement penser à autre chose.

Mes dernières pensées vont vers ma cousine, Catherine et mon grand-père, Daniel, qui me manquent beaucoup

## **Table des matières**

|  |    |
|--|----|
| Introduction : Les pronoms pour dire son identité .....  | 1  |
| Partie I - Cadre théorique : comment et pourquoi l'identité et les pronoms sont-ils liés ? ..... | 4  |
| Chapitre 1 – L'identité : se définir soi et les autres .....                                     | 4  |
| 1.1. Qu'est-ce que l'identité ? .....  | 4  |
| 1.2. La coexistence d'identités multiples .....  | 7  |
| 1.3. Construction de l'identité nationale .....  | 8  |
| Chapitre 2 – Les pronoms comme expression de l'identité .....                                    | 10 |
| 2.1. Exprimer son identité .....   | 10 |
| 2.2. Les pronoms comme marqueurs d'identité .....  | 11 |
| 2.3. Le discours politique identitaire et l'importance des médias .....                          | 12 |
| Chapitre 3 – Deux hypothèses pour répondre à la question des identités .....                     | 14 |
| 3.1. L'appartenance partisane et la hiérarchisation des identités .....                          | 16 |
| 3.2. L'appartenance partisane et l'identification de l'autre .....                               | 16 |
| Partie II – Analyser les pronoms au sein de débats télévisuels : partie méthodologique .....     | 18 |
| Chapitre 4 – La Belgique comme cas d'étude .....   | 18 |
| 4.1. Les identités en Belgique .....   | 19 |
| 4.2. Les identités chez les représentants politiques belges .....                                | 21 |
| Chapitre 5 – Les médias belges et les discours politiques identitaires .....                     | 22 |
| 5.1. Les médias télévisuels en Belgique .....  | 22 |
| 5.2. Description du corpus .....   | 23 |
| 5.3. Utilisation du logiciel de lexicométrie Iramuteq .....                                      | 24 |
| Chapitre 6 – L'analyse des expressions déictiques flamandes .....                                | 25 |
| 6.1. Grammaire néerlandaise des pronoms .....  | 25 |
| 6.2. Analyse de la hiérarchisation des identités par les élus politiques flamands .....          | 28 |
| 6.3. Analyse de l'identification de l'autre par les élus politiques flamands .....               | 32 |
| 6.4. Présentation des partis : idéologie et position au sein du clivage .....                    | 34 |
| Partie III – Résultats : Analyse du corpus et réponses à la question de recherche .....          | 41 |

|  |    |
|--|----|
| Chapitre 7 – Résultats à propos de la hiérarchisation des identités.....   | 42 |
| Chapitre 8 – Résultats à propos de l'identification de l'autre .....   | 50 |
| Partie IV – Discussion et conclusion : comment comprendre les expressions déictiques des<br>représentants politiques ? ..... | 55 |
| Bibliographie.....   | 58 |

## **Introduction : Les pronoms pour dire son identité**

Parler de notre identité et de l'identité de l'autre est un phénomène que nous rencontrons quotidiennement. Pour s'essayer à cet exercice nous employons toute sorte d'expressions qui sont disponibles directement dans notre quotidien ou dans nos pratiques discursives. Nous pouvons dès lors penser aux pronoms, cet élément que nous utilisons sans cesse autant à l'écrit qu'à l'oral. Ce dernier permet de nous définir, de construire qui nous sommes pour que l'autre confirme ou infirme les attentes qu'il construit envers nous. Ensuite, nous utilisons le pronom également pour parler de l'autre, le construire, parfois révéler également des attentes et exigences que nous portons potentiellement envers lui, selon les préjugés que nous tirons de notre expérience. Nous créons des attentes que les autres portent envers nous notamment parce qu'il existe une diversité d'identités disponibles dans nos sociétés. Il existe en effet, un nombre incalculable de possibilités de groupes d'appartenance. Nous pouvons par exemple nous présenter selon notre profession, selon notre genre ou selon la famille à laquelle nous appartenons. Parfois des groupes d'appartenance sur lesquels nous basons notre identité s'opposent. Et c'est là que se trouve être le point charnière. En effet, au sein de la plupart des sociétés, des identités se chevauchent, ont du mal à se reconnaître entre elles ou ne peuvent coïncider. Cette coexistence d'identités multiples au sein d'une même société suscite des questionnements lorsque nous abordons la question des identités nationales. La façon selon laquelle la politique et les institutions qui en découlent sont organisées est souvent un indicateur de l'existence d'un enchevêtrement de communautés qui existent au sein d'un même pays. Ces différents groupes suscitent parfois des identités qui se séparent réellement de l'identité nationale et qui vont parfois jusqu'à causer des conflits.

L'objet du mémoire sera d'explorer les procédés selon lesquels les identités peuvent se construire au sein d'une société divisée et ce, via le discours de représentants politiques et l'utilisation d'expressions déictiques par ceux-ci. Nous choisissons, dans le cadre de ce mémoire, d'étudier comment le discours identitaires politiques peut varier selon l'appartenance à un parti politique. Le premier défi de ce travail est de comprendre comment les représentants politiques hiérarchisent leurs propres identités parmi celles qui sont disponibles au sein d'une société divisée. Le deuxième élément que nous souhaitons analyser sera de comprendre comment ces représentants comprennent l'autre, comment ils l'identifient, notamment via l'utilisation de pronoms. Nous tenterons d'examiner si cette hiérarchisation des identités, ainsi que l'identification de l'autre varient selon l'appartenance partisane des représentants, selon si

leur parti se situe davantage du côté ‘périphérie’ ou du côté ‘centre’ du célèbre clivage de Lipset et Rokkan (1967).

Pour répondre à la question de recherche, nous poserons comme première hypothèse que les partis présentant une position originelle dite communautaire présentent un discours identitaire hiérarchisant davantage leur appartenance régionale, par rapport à d’autres partis. Nous examinons dès lors comment certains hommes et femmes politiques se définissent eux-mêmes et si certaines identités apparaissent plus fréquemment que d’autres. La deuxième hypothèse qui nous permettra de répondre à la question que nous posons est celle selon laquelle le discours des partis dits communautaires différencie davantage l’autre communauté par rapport à la leur. Par ailleurs, nous testerons le fait que ces derniers présentent une plus grande tendance à homogénéiser cette autre communauté, sans mentionner les fractions intra-communautaires. Notre indicateur principal sera l’utilisation des pronoms par ces représentants politiques. Les débats télévisés sont un terrain pertinent à l’étude de l’identité à travers les pronoms puisque ceux-ci présentent un lieu d’expression des identités des représentants politiques dans le but de renforcer la construction identitaire des citoyens. Nous tenterons donc, plus précisément, de répondre à la question de savoir comment les représentants politiques belges néerlandophones utilisent la deixis pour se définir et définir l’autre ?

Le cas étudié ici sera donc la Belgique flamande. En effet, la Belgique est un pays largement divisé sur l’entièreté de son territoire et est bien connu pour sa structure politique complexe. Nous verrons que divers identités se superposent et/ou s’opposent en son sein. La Flandre est plus précisément la partie au sein de laquelle les identités sont d’autant plus marquées. En effet, nous connaissons le mouvement flamand et l’impact qu’il a eu sur l’évolution institutionnelle de la Belgique. Afin de répondre à la question de recherche à travers les deux hypothèses, nous étudierons l’utilisation des pronoms *we*, *wij*, *ze*, *zij* dans le discours de représentants politiques flamands. Une série de débats a été sélectionnée pour l’étude de ces pronoms. Ces débats sont des débats télévisés de la VRT, diffusés entre 2004 et 2016, ils seront étudiés via l’utilisation du logiciel Iramuteq, ainsi qu’à l’aide d’une analyse davantage qualitative du contexte et de l’utilisation des pronoms.

Afin de comprendre la réflexion et l’analyse que nous menons pour répondre à la question qui nous occupe ici, nous proposons aux lecteurs un mémoire qui se subdivise en quatre parties. Pour commencer, nous posons un cadre théorique afin de mettre des mots sur les concepts que nous souhaitons investiguer et qui se cachent derrière la question de recherche. Nous y proposons de découvrir comment l’identité peut être définie, et comment la construction

identitaire est un processus sur lequel il est intéressant de s'arrêter. Nous comprendrons ensuite comment l'identité peut être exprimée, ainsi que le rôle que les expressions déictiques ont à jouer dans l'expression de l'identité. Nous verrons à quel point il est intéressant de comprendre la construction d'une identité nationale, surtout au sein de sociétés fortement divisées. Dans le chapitre qui clôture cette première partie, nous formulons et expliquons les deux hypothèses que nous avons mentionnées ci-dessus. La deuxième partie nous amènera à comprendre les différentes facettes qui ont permis de construire l'analyse que nous menons dans la troisième partie. Cette partie consacrée à la méthodologie se constituera de trois chapitres. La Belgique sera présentée et nous expliquerons pourquoi ce pays est intéressant pour comprendre la construction identitaire. Le paysage médiatique du pays sera ensuite exposé, selon sa complexité et son organisation actuelle. C'est également ce point qui nous permettra d'introduire le corpus qui sera étudié, ainsi que le logiciel Iramuteq qui a permis de procéder aux analyses quantitatives. Pour finir, nous réaliserons une brève étude grammaticale des pronoms en néerlandais et nous présenterons l'opérationnalisation concrète des variables que nous avons définies ci-dessus. La troisième partie du mémoire sera consacrée à l'analyse des résultats que nous avons obtenus. Nous présenterons autant des données quantitatives qu'une analyse qualitative plus fine pour comprendre ce qui se cache concrètement derrière l'utilisation des pronoms par les représentants politiques flamands. La quatrième et dernière partie sera consacrée à la discussion des résultats de la troisième partie, ainsi qu'à la conclusion.

## **Partie I - Cadre théorique : comment et pourquoi l'identité et les pronoms sont-ils liés ?**

Cette première partie consacrée au cadre théorique amène quelques éléments théoriques qui permettent de mettre des mots sur différentes réalités de la société qui nous amènent à poser et à développer notre question de recherche.

Dans le premier chapitre, nous commencerons par comprendre qu'est-ce que l'identité et comment elle peut se définir et se construire suivant différentes réalités. Nous verrons également que se définir soi-même, c'est aussi définir les autres. Dans la deuxième partie du premier chapitre, nous concevons comment les individus d'une société divisée vivent et construisent les identités multiples qui coexistent et qu'ils vivent au quotidien. Nous verrons que les institutions, la politique et la construction d'une identité nationale peuvent jouer un rôle primordial dans la coexistence de ces identités multiples. L'analyse de la construction d'une telle identité nationale conclura la dernière partie du premier chapitre.

Le deuxième chapitre nous permettra de concevoir l'expression de l'identité au sein de pratiques discursives ainsi que l'importance des expressions déictiques pour comprendre comment ces pratiques discursives peuvent avoir un impact sur la construction de l'identité. Nous clôturerons le dernier chapitre en prenant en compte le fait que les médias et les débats politiques ont aujourd'hui une place primordiale dans la construction de ces identités nationales.

Le troisième et dernier chapitre nous amènera à la définition et la constitution de deux hypothèses nous permettant de répondre à la question de recherche posée dans le cadre de ce travail.

### **Chapitre 1 – L'identité : se définir soi et les autres**

L'identité est un concept connu et régulièrement utilisé dans la vie quotidienne, il l'est également dans les travaux académiques, au sein de divers disciplines des sciences humaines et sociales. Le terme est parfois utilisé de façon vague et ambiguë, pour désigner quelque chose que tout le monde est censé connaître et comprendre de la même façon. Nous tenterons dans ce premier chapitre de donner une idée de ce qu'est l'identité et de comment nous pouvons la concevoir et la définir.

#### **1.1. Qu'est-ce que l'identité ?**

Pour comprendre l'identité et poser un cadre commun aux lecteurs du mémoire, nous proposons la distinction amenée par Paul Ricoeur (1990). L'auteur distingue l'identité

‘mêmeté’ et l’identité ‘ipséité’. D’une part, l’identité doit être comprise comme « l’opération d’identification, entendue au sens de réidentification du même, qui fait que connaître c’est reconnaître [...] » (pp.140-141). Cette première composante de l’identité personnelle est définie comme le caractère. Ce dernier est conçu par l’auteur comme les habitudes qui s’ancrent dans la vie de quelqu’un, ce sont des signes distinctifs qui permettent d’identifier une personne et de la « réidentifier comme étant la même » (p.146). D’autre part, Ricoeur complète cette identité ‘mêmeté’ par l’identité ‘ipséité’ soit l’identité ‘soi-même’ qui représente le fait de rester soi-même, en cohérence avec les traits de caractère définis dans l’identité ‘mêmeté’. Les deux composantes sont parfois en adéquation, parfois elles ne le sont pas (Ricoeur, 1990, pp.140-154). L’identité peut dès lors être comprise comme les traits de caractère que l’on reconnaît chez chaque individu et qui permet que chaque individu se reconnaisse entre eux. Et pour être en totale définition de sa propre identité, nous devons réellement porter ces traits de caractère qui nous définissent lors des actions de notre vie quotidienne.

Pour amener une dimension collective au concept d’identité, Baggioni & Kasbarian (1996, pp.855-869) proposent une différenciation entre l’identité collective et l’identité personnelle. Le concept d’identification serait donc celui qui lie l’identité personnelle à l’identité collective. L’identification serait dès lors le processus via lequel les individus s’identifient à une certaine entité abstraite qui est vécue à travers diverses normes sociales auxquelles l’individu est confronté et qui apparaissent comme cohérentes pour cette « entité collective abstraite » (p.856). Les auteurs citent notamment des exemples comme la langue, les expériences quotidiennes et certaines valeurs (Baggioni & Kasbarian, 1996, pp. 855-857) qui sont donc ces éléments qui font que nous nous raccrochions à une certaine entité. Par exemple, la plupart des individus qui parlent couramment le roumain se raccroche probablement à la Roumanie ou à la Moldavie comme étant leur pays d’origine.

L’identité sociale peut donc être définie comme l’appartenance à un ou plusieurs groupes sociaux et l’importance émotionnelle ainsi que la valeur que rattache l’individu au fait qu’il appartienne (ou pas) à cette communauté. La catégorisation sociale peut dès lors être comprise comme un système d’orientation qui permet de créer et de définir la place de l’individu dans la société. Il existe plusieurs groupes dans la société. Ce qui implique par ailleurs que ces appartenances à un ou plusieurs groupes et l’action sociale d’un groupe ont uniquement du sens parce qu’il existe d’autres groupes (Tajfel, 1981, pp.255-256).

Après avoir défini ce qu’est l’identité, nous nous intéressons à présent à la construction identitaire. Dans la littérature, il est communément accepté que l’identité est construite par

nature et n'existe pas indépendamment de l'individu. Davies et Harré (1990) écrivent dans ce sens que les individus se construisent via les interactions sociales, se constituent au sein de celles-ci. Selon eux, les pratiques discursives ont un rôle important à jouer sur ce point. L'individu se définit toujours selon ses pratiques discursives et celles des autres, mais aussi selon celles qui sont disponibles directement (Davies & Harré, 1990, p.46). Une et même personne peut donc être positionnée différemment, car chaque personne est caractérisée par son identité personnelle continue, mais aussi par la diversité personnelle discontinue.

Pour aller plus loin et comprendre la construction identitaire, nous proposons de partir de l'idée du moi (*self*) de Mead (1934). Selon l'auteur, l'individu construit son soi et le développe en grande partie à travers les groupes d'appartenance et les communautés qui constituent sa vie comme des partis politiques, des clubs, mais aussi des regroupements plus restreints comme la famille. L'individu doit être inclus dans un tel regroupement d'individus qui construisent également leur identité, sur base de cette appartenance. Et, inversement, ces regroupement existent uniquement parce que des individus qui y appartiennent ou y sont impliqués se définissent eux-mêmes comme étant des individus appartenant à ce regroupement. Et les membres incarnent les attitudes attendues et perçues de ce groupe, souvent inconsciemment et se les approprient comme caractéristiques personnelles. En conséquence, ils constituent leur moi personnel, leur identité. Au cours de sa vie, toute personne entre en relation avec d'autres individus et ses relations sont façonnées par les communautés auxquelles il appartient (Mead, 1934, pp.154-156). Et donc, globalement, l'identité de chaque individu, se construit sur base des appartenances personnelles aux différents groupes existant au sein de la société, sur base des attributs typiquement donnés à ces individus d'un groupe donné, ainsi que sur base des interactions quotidiennes que chaque être humain vit. Goffman définit ces appartenances comme des catégories sociales dans lesquelles nous glissons chaque individu avec qui nous entrons en interaction. Et « nous les [catégories sociales] transformons en attentes normatives, en exigences [...] ». Nous faisons tout cela inconsciemment (Goffman, 1993, pp. 11-12).

Davies et Harré mettent l'accent, comme beaucoup d'autres académiques, sur la dimension selon laquelle les constituants de l'identité sont tels qu'en plus de se définir soi comme appartenant à une catégorie, nous définissons les individus qui n'appartiennent pas à cette dernière, ceux qui sont exclus de cette catégorie. Nous parlons ici de la question de la similitude et de la différence (Davies et Harré, 1990, p.47). Par exemple, lorsque quelqu'un se définit comme appartenant à une certaine université, cela implique qu'il n'est inscrit dans aucune autre université et n'est donc pas membre d'une autre université. Il a été analysé que lorsque des

individus parlent de leur identité en termes d'appartenance à un groupe, les interlocuteurs utilisent des termes tels qu'ils impliquent l'existence de frontières autour d'eux et des autres individus. Les individus choisissent donc leurs termes en termes de différences, ou de similitude par rapport à l'appartenance de certains groupes (Bamberg et al., 2011, p.188).

Après avoir défini l'identité et ces implications, ainsi que la construction identitaire et la différence et la similitude, nous proposons de comprendre comment la multiplicité des identités est régie au sein des sociétés divisées.

## 1.2. La coexistence d'identités multiples

Nous venons de voir que les individus s'identifient et se définissent principalement autour des catégories sociales au sein desquelles ils s'insèrent ou ils correspondent. A l'intérieur des sociétés, il existe inévitablement une multitude de groupes sociaux et donc une multitude de possibilités d'identification. Ce phénomène est davantage important au sein de sociétés divisées. Celles-ci sont définies par Farhat (2016, p.129) comme « un espace politique refermant plusieurs cultures ». Nagle & Clancy (2012, p.78) écrivent qu'une société divisée peut être déterminée par l'existence de différents groupes d'intérêts ethniques. Ils ajoutent aussi que l'existence d'un conflit questionnant la légitimité de l'Etat peut également être considéré comme un indicateur de la division d'une société. Cette notion de groupes ethniques et de conflit sont celles qui reviennent le plus souvent lorsque l'on s'intéresse de près à la littérature sur les sociétés segmentées.

Par ailleurs, le degré de division interne d'une société peut être observé selon les institutions mises en place en son sein. Quand les institutions de la société sont organisées en fonction des segments communautaires, nous pouvons avancer qu'il y a un certain pluralisme au sein de celle-ci (Smith, 1965). La politique et la façon dont celle-ci est organisée dans une telle société peuvent donc être des indicateurs de la manière selon laquelle les identités multiples parviennent à coexister.

Nagle & Clancy (2012, p.78) expliquent que la construction d'une identité publique partagée dépassant les divisions ethniques est une solution pour construire une paix au sein de sociétés fortement divisées. Les auteurs notent que dans les sociétés divisées, les identités qui prévalent sont souvent celles qui sont déterminées par des clivages ethniques qui divisent la société. Les affaires sociales et politiques ont, dès lors, lieu au sein de ces clivages. La construction d'une identité commune à tous les clivages serait donc la solution pour que le conflit entre ces clivages se règle.

Cette idée est assez controversée dans le monde académique. Deux approches à ce sujet existent, Nagle & Clancy comparent les deux dans leur article. L'école consociative propose d'institutionnaliser les différences ethniques, elle cherche à accommoder les différentes identités présentes au sein de la société. La deuxième école qui comprend les approches transformistes, propose de reconstruire une nouvelle identité commune à la société. En effet, elle part de l'hypothèse selon laquelle les identités sont construites, qui est l'hypothèse de l'approche constructiviste. Les deux auteurs concluent finalement que l'approche consociative n'aura pas un effet de construction d'identité commune, mais elle permettra de mettre en place des arrangements consociatifs capables de réguler le conflit (Nagle & Clancy, 2012, pp.78-82). C'est ce que Badie veut exprimer quand il explique que la construction d'une communauté politique nationale permet que les identités se stabilisent (Badie, 2009, pp.60-61).

Quand nous essayons d'appliquer et de réfléchir au concept d'identité en politique, de l'idée de l'identité et de la construction de la société, Badie (2009) explique que nous rencontrons une double tension. Tout d'abord, l'auteur dit qu'en construisant une société, nous cherchons à aménager une coexistence, alors que l'identité est, une définition de nous-même par rapport à l'autre, il dit que c'est plutôt un processus de différenciation. La deuxième tension en jeu ici est que pour qu'une société soit gouvernable, elle doit être prévisible et donc elle demande une certaine hiérarchisation des identités, avec un impératif à la citoyenneté, qui doit aller au-delà de l'individualisme de chacun. L'auteur nous dit donc qu'il y a « un niveau d'incompatibilité entre mobilisation identitaire et ordre politique » (Badie, 2009, pp.59-60).

Grâce à ces différents points, nous comprenons la difficulté qui existe parfois au sein d'une société divisée de faire coexister les différentes identités qui la composent. L'Etat et la politique entrent alors en jeu pour tenter de démêler ceci tout en respectant l'existence de chaque individu. Nous voyons dès lors qu'il peut être compliqué de former une identité nationale afin d'apaiser les tensions au sein d'un Etat. C'est cela que nous analysons au point suivant.

### 1.3.Construction de l'identité nationale

Gellner (1983, pp.17-19) explique qu'aujourd'hui et depuis longtemps, il est communément accepté que chaque individu se doit d'avoir une nation, nous tenons tous pour acquis l'existence d'un Etat-nation centralisé auquel nous appartenons. Nonobstant le fait qu'il existe évidemment des peuples où il existe d'autres formes d'organisations politiques, l'auteur continue en disant qu' « avoir une nation n'est pas un attribut naturel de l'humanité, mais en est venu à apparaître tel maintenant » (Gellner, 1983, p.18).

Pour comprendre le concept de nation, nous partons d'Anderson (2006). Dans son célèbre ouvrage '*Imagined communities*', l'auteur explique que la nation est un artefact culturel qu'il est difficile à définir, tout comme les concepts de nationalisme ou d'Etat-nation (Anderson, 2006, p.18). Ce sont, en apparence, de simples artifices mais ils suscitent et créent des sentiments d'appartenance nationale. Il définit la nation comme « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine » (Anderson, 2006, p.19). Elle est imaginaire car les individus imaginent appartenir à un grand ensemble, sans en connaître les parties qui le constituent. Elle est limitée car elle a des frontières définies, et au-delà de ces frontières, nous y trouvons d'autres nations. L'auteur interroge donc le caractère imaginé de cette communauté, et les guerres et violences qui ont régulièrement été déclenchées au nom de ces communautés imaginées (Anderson, 2006, pp.18-23). Il définit ici donc l'identité nationale comme un sentiment qui serait partagé par les membres d'une nation, et qui serait basé sur un imaginaire à propos de sa propre existence.

En accord avec cette idée de construction pure de l'identité et de la notion de peuple, Balibar et Wallerstein (2007, pp.95-126) continuent dans le sens d'Anderson en disant que « l'Etat a précédé la nation, et non l'inverse, contrairement à un mythe largement répandu » (p.110). La nation et le sentiment national existent parce que le monde a été structuré politiquement d'une certaine façon, après des années d'histoire. Et ces Etats nécessitent la création d'une nation propre à eux-mêmes parce qu'ils font face à des menaces extérieures et intérieures. Les gouvernements encouragent donc l'apparition du sentiment national. De plus, les membres de ces nations ont, à un moment donné, rencontré un Etat national-social, qui intervenait donc dans « l'espace de la vie privée ». Et « le résultat est de subordonner entièrement l'existence des individus de toutes les classes à leur statut de citoyen de l'Etat-nation » (p.126).

Par ailleurs, les nations existent parce qu'il existe également d'autres nations. Gellner (1989, p.58) explique que la plupart des nations qui existent aujourd'hui ont du se battre pour se construire et être indépendantes, il y avait, la plupart du temps, des autres nations qui entraient en jeu desquelles il fallait se libérer ou se différencier. C'est pour cela que la nation ne peut être appréhendée comme une pièce unique, mais bien en relation avec d'autres nations, ou groupes ethniques (Triandafyllidou, 2010, p.594). L'auteur tente de découvrir comment la présence des autres influence la façon dont chaque nation se définit et se conçoit.

La construction identitaire d'une nation se produit donc dans un contexte où une multitude de catégories d'appartenance se côtoient, et parfois, différentes nations coexistent ensemble et forment un Etat. Ceci pose la question de savoir comment chaque individu vit ses identités au

sein de cette multitude de catégories sociales auxquelles il appartient ou pas. C'est la question de la hiérarchisation des identités qui est posée ici. L'identité nationale semble être une façon de réguler ces identités multiples afin d'éviter les conflits au sein des sociétés divisées, mais cela semble compliqué à mettre en place.

Pour comprendre comment l'individu construit son identité dans cette amas d'appartenances sociales disponibles, il faut pour cela d'abord investiguer comment l'individu se définit. Le deuxième chapitre développe l'importance du discours pour comprendre l'expression de l'identité et la perception que chaque individu porte sur lui-même et sur les autres.

## Chapitre 2 – Les pronoms comme expression de l'identité

Après avoir défini ce qu'était l'identité, et avoir exploré la construction des identités, et plus précisément l'identité nationale, le point que nous souhaitons développer ici traitera de l'expression des identités. Le premier point s'attardera sur l'importance de la langue et du discours pour s'exprimer à propos des identités, nous parlerons ensuite des pronoms et de leur utilisation comme marqueurs d'identité, ainsi que des expressions déictiques en général. Nous finirons ce deuxième chapitre sur le discours et les outils d'aujourd'hui qui permettent de construire les identités nationales puisque ce sont celles qui nous intéressent pour notre analyse.

### 2.1. Exprimer son identité

La force et l'intérêt d'analyser un discours, ou une interaction entre plusieurs interlocuteurs est que dans un tel cadre d'interactions, l'individu va construire son identité dans cette mise en scène (Amossy, 2015, p.30). L'individu présente son soi aux autres. Frazer écrit en 1989 que l'identité est construite sur le discours. Dans le cadre d'une étude sur le féminisme, l'auteur note que le discours permet de comprendre et d'exprimer l'identité personnelle et sociale des filles (race, classe, genre) à travers des catégories et concepts exprimés dans ce discours. Frazer définit le discours comme l'utilisation de la langue de façon institutionnalisée, en fonction d'un certain contexte. Il existe dès lors des registres différents de diffusion du discours : dans un groupe de discussion, un débat, des conversations quotidiennes, etc. Elle écrit également que comme l'identité sociale est complexe et multiple, il faut comprendre celle-ci en observant la construction discursive des individus (Frazer, 1989, pp.281-282).

Kroskrity (1999) insiste lui aussi sur l'importance du langage quant à l'identité des individus. En effet, il explique que les identités peuvent être construites via l'utilisation de

certaines formes linguistiques plutôt que d'autres. Il donne comme exemples les différences de langage qui permettent de définir la classe sociale à laquelle le locuteur appartient ou l'utilisation de certains pronoms pour différentes identités de genre, ou l'utilisation d'une langue qui peut créer une identité nationale (Kroskrity, 1999, pp.111-112). Baggioni et Kasbarian (1996, p.855) expliquent et prennent comme exemple la langue française qui a permis à la France de se construire, ainsi que l'identité nationale française.

Le discours est donc primordial pour que les individus puissent exprimer leurs identités et les construire au fur et à mesure de leurs interactions sociales. Voyons maintenant quels éléments du discours peuvent être pertinents à prendre en compte pour comprendre cette construction discursive de l'identité.

## 2.2. Les pronoms comme marqueurs d'identité

Nous nous attardons dans cette section à comprendre l'importance des pronoms dans le cadre de l'expression de l'identité. En effet, Mayaffre (2003) indique l'importance de l'utilisation des pronoms dans un discours, il dit que c'est l'un des meilleurs instruments pour comprendre la stratégie d'un locuteur via son discours (Mayaffre, 2003, pp.7-8). En outre, Fracchiolla explique que les pronoms sont utilisés par les interlocuteurs pour « se dissocier, s'identifier, se comparer à autrui » (Fracchiolla, 2006, p.1). Les personnes utilisées par le locuteur définissent les rôles attribués. La première personne sert à parler de soi-même, la deuxième indique que nous nous exprimons à propos de la personne à qui l'on s'adresse, qui reçoit le message, et la troisième personne concerne d'autres éléments que la personne qui parle ou à qui nous nous adressons. Chaque langue possédant ses spécificités, nous pouvons par exemple penser à l'existence du vouvoiement poli en français qui n'existe pas réellement en anglais ou dans d'autres langues (Fracchiolla, 2006, pp.2-4).

Pour comprendre comment le pronom peut être indicateur de la définition d'une identité, la construction déictique doit être développée. Le terme déictique est dérivé du mot grec *deiktikos* qui signifie capable de pointer avec le doigt, et donc, nous comprenons facilement comment fonctionnent ces déictiques : ils permettent de pointer des référents, en utilisant simplement certains mots sélectionnés avec soin (Rauh, 1983, p.10).

Les déictiques sont des pronoms, des adjectifs démonstratifs, des adverbes de lieu, des adverbes de manière et d'autres mots. Ils forment ensemble un sous-système de la langue (Frei, 1944, p.111). Zupnik (1994) rajoute que pour comprendre le référent d'une expression déictique, il faut pouvoir avoir accès au contexte dans lequel ces mots sont prononcés (Zupnik,

1994, p.340). Dans chaque discours, il existe un '*discourse space*' qui est la réalité sur laquelle s'appuie le discours. Chacun de ces espaces sont constitués par un ensemble d'attentes quant à la temporalité, la spatialité, les rôles des participants, etc.. Toutes ces attentes sont notamment basées sur l'expérience personnelle. Et ces attributs sont cruciaux pour comprendre l'utilisation des expressions déictiques (Zupnik 1994, pp.342-343) et le référent qui se cache derrière son utilisation.

Pour comprendre davantage les expressions déictiques, Rauh (1983) explique que dans un espace de communication, il existe toujours au moins un émetteur et un récepteur du message. L'émetteur du message a une perspective qu'il transmet via son message quand il le produit. Le récepteur du message doit recevoir, comprendre et reconstruire la perspective de l'émetteur, selon le message qui a été émis. Les expressions déictiques utilisées par l'émetteur du message doivent être comprises selon la situation de l'interlocuteur (Rauh, 1983, pp.9-10). Frei (1944, p.117) donnait l'exemple de la phrase suivante : « Regardez cette maison-là ». *Cette* est une expression déictique dans la phrase et peut être comprise uniquement dans le cadre où les interlocuteurs sont l'un à côté de l'autre et l'émetteur est en capacité de pointer la maison par exemple.

Par ailleurs, Zupnik (1994) explique que l'utilisation des pronoms est intéressante à étudier dans le cadre d'analyse du pouvoir et des arènes politiques. Comme expliqué ci-dessus, nous souhaitons comprendre la construction de l'identité nationale et la hiérarchisation des identités par rapport à celle-ci. Comme exprimé ci-avant, nous considérons que les gouvernants ont tout intérêt à se voir construire une telle identité reliée à la nation. C'est pour cela que nous considérons comme important l'étude du discours de ces gouvernants pour comprendre comment l'identité nationale est construite via leur discours.

### 2.3. Le discours politique identitaire et l'importance des médias

Aujourd'hui, il existe une diversité des formats de discours politiques, soit écrit ou parlé, le discours peut aussi avoir une forme dialoguée ou non. Cependant, les discours ont tous une dimension de dialogue, puisqu'il existe à chaque fois un destinataire au discours prononcé. Cependant, il peut y avoir une autre dimension à prendre compte qui est celle de l'interaction. Dès lors, il est nécessaire qu'il y ait plusieurs participants, maximum deux. C'est alors une conversation qui se construit peu à peu, au fur et à mesure des réactions de chacun des interlocuteurs (Kerbrat-Orecchioni, 2012, pp.25-26).

Nous venons de voir que le discours et les conversations sont primordiaux pour comprendre la construction identitaire. Par ailleurs, c'est également quelque chose que nous retrouvons fréquemment dans la littérature sur l'identité politique. Mayaffre (2003, p.3) écrit notamment que le discours politique est « un lieu de construction de l'identité politique, [...] l'endroit [...] où se révèle la stratégie identitaire mise en place par l'énonciateur et reçue par un public ».

Anderson insistait déjà sur l'importance de la presse et du roman comme canal important pour la diffusion de l'imaginaire national. Selon l'auteur, l'essor des moyens de communication tels que ces deux cités juste avant, a permis aux membres de la communauté imaginée d'appuyer cet imaginaire (Anderson, 2006, p.37). Il écrit que l'impression a permis « à une masse rapidement croissante de gens de se penser et de se rattacher à autrui en termes profondément nouveaux » (Anderson, 2006, p.47). De nos jours, les médias sont présents partout dans la vie de tous. La politique y a donc trouvé un canal intéressant comme diffusion de l'imaginaire national d'aujourd'hui.

Van den Bulck (2001, pp. 53-54) explique que les médias permettent aux concitoyens d'un même Etat de prendre part à la vie nationale. La conscience nationale ne vient pas d'échanges en face à face avec les autres membres du pays, mais via des agents qui permettent la socialisation. L'auteur cite comme exemple d'agents le système éducationnel, les musées et les médias. Il conclut par la positive lorsqu'il pose la question de savoir si les médias sont utilisés comme instrument par les autorités afin de créer et construire une nation entre des groupes différents d'individus (Van den Bulck, 2001, p.66).

Les débats télévisés forment un lieu où les représentants politiques ont pour but de « se conformer à ce que le public attend d'eux » (Fortin, 2004, p.332). Le but étant de se présenter d'une telle façon que le citoyen s'identifie au représentant politique, l'argumentation de ce dernier se construit donc autour d'enjeux identitaires. Le débat télévisé serait donc un lieu intéressant d'étude des expressions identitaires des représentants politiques. Avec pour seule limite le fait qu'ils ne s'expriment sûrement pas de façon complètement transparente, puisque le but premier est de rallier les citoyens à leur discours.

La définition de ces concepts et idées nous amène vers la constitution de deux hypothèses qui nous semblent primordiales pour comprendre et répondre à la question de recherche que nous posons dans le cadre de ce travail.

### Chapitre 3 – Deux hypothèses pour répondre à la question des identités

Au vu de tous les éléments que nous venons d’apporter, nous comprenons qu’il est pertinent de s’arrêter sur le discours identitaire des gouvernants pour comprendre, d’une part, comment se constitue l’identité nationale qui semble être un outil de pacification de l’existence d’une multitude d’identités et des groupes d’appartenance disponibles au sein d’une société divisée. Il est intéressant de comprendre comment ces élus politiques se définissent dans leur discours et quelles identités ils privilégient et donc, comment ils hiérarchisent ces identités pour, *in fine*, permettre la potentielle constitution d’un imaginaire collectif propre à une certaine communauté. D’autre part, il est également pertinent d’observer la façon avec laquelle ils définissent les autres nations ou groupes d’individus qui coexistent au sein de la même société. Puisque nous avons vu qu’en se définissent soi-même, nous excluons inévitablement les autres, parfois inconsciemment. Afin de répondre à cette question, nous souhaitons étudier quels moyens discursifs sont utilisés, et plus précisément, ce qui se cache derrière les pronoms utilisés lors de débats politiques télévisés qui représentent une sphère de diffusion des pratiques discursives des élus politiques qui semble pertinente à analyser.

Pour mettre en œuvre cette analyse, nous posons dans ce troisième chapitre deux hypothèses permettant d’apporter des réponses à la question que nous nous posons. Pour expliquer la variation des pratiques discursives nous nous basons sur l’appartenance partisane des élus politiques. Pour développer et comprendre cette variable indépendante au mieux, nous nous appuyons sur la théorie des clivages de Lipset et Rokkan (1967) et sur la place des partis au sein de ces clivages, nous nous attardons précisément sur le clivage entre le centre et la périphérie.

Frognier propose la définition suivante, basée sur les écrits de Lipset et Rokkan : « [...] un clivage résulte d’une opposition d’intérêts durable entre deux segments de la population qui, si cette opposition se traduit en un conflit ouvert, risque de conduire le régime politique vers une crise grave » Frognier (2007, p.282). Lipset et Rokkan expliquent que l’Europe occidentale a traversé deux révolutions (nationale et industrielle) et que de ces deux révolutions ont découlé quatre clivages qui ont fondé les familles politiques de cette même région. L’un des quatre clivages originels est celui entre le centre et la périphérie, entre l’Etat central et les nations (Lipset et Rokkan, 1967), c’est donc celui-ci qui retient notre attention puisque nous souhaitons voir comment les élus politiques hiérarchisent les identités disponibles parmi celles qui les concernent au sein de leur pays. Il existe donc plusieurs types de clivages qui reviennent dans

les sociétés divisées, et créent davantage de divisions sociétales (Guelke, 2012, pp.13-14). Lipset et Rokkan (1967) expliquent que les partis politiques sont la preuve de l'institutionnalisation des clivages dans la société, parmi d'autres formes d'organisations possibles. Nous nous intéresserons principalement aux partis politiques dans le cadre de ce mémoire, afin de réduire le champ des analyses possibles.

L'hypothèse forte que les deux auteurs déduisent de leur réflexion est celle de « l'hypothèse du gel des alternatives partisanes » (Frognier, 2007, p.282). Cette hypothèse explique que les paysages partisans des années 1960 restent identiques à ceux des années 1920. Les liens de filiations sont encore présents, et Frognier va plus loin en disant que cette hypothèse est vérifiée par le fait que les électeurs de ces partis restent également identiques, avec l'évolution conjoncturelle qui est à prendre en compte. C'est notamment pourquoi, en 2007, ce même auteur rajoute une dimension importante à la réflexion de Lipset et Rokkan de 1967. Il distingue deux positions différentes au sein d'un parti. Il parle des positions 'originelles' et 'stratégiques' des différents partis. Les positions originelles des partis concernent celles que le parti a adoptées au moment de sa fondation, elles représentent donc les racines et le clivage d'origine du parti. Les positions stratégiques concernent quant à elles les nouveaux clivages sur lesquels s'appuient le parti (Frognier, 2007, pp.284-285).

Le but de l'analyse que nous développerons sera de distinguer les discours identitaires entre les partis aux positions originelles régionalistes et communautaires, donc du côté 'périphérie' du clivage et les autres partis, situés plutôt du côté 'centre' du clivage, en reprenant la distinction de Frognier (2007, pp.284-285).

Le discours des partis régionalistes semble ici intéressant pour analyser les identités. En 2005, Delwit (p.7) écrivait que cela faisait une vingtaine d'années que « le fait régional et l'action régionale semblent s'être fortement développés en Europe ». Un intérêt accru a été remarqué envers les entités subétatiques, un certain attachement au niveau régional ou sub-national a remplacé celui envers l'Etat, la nation. Nous pouvons dès lors remarquer de plus en plus de créations d'institutions affiliées aux régions, des institutions décentralisées, comme en Espagne par exemple. En même temps, nous pouvons remarquer une naissance accrue des partis ou mouvements s'affiliant à cet intérêt régional croissant. Certains rencontrent un succès important au sein de leurs communautés respectives. Divers auteurs attestent dans leurs écrits de cette émergence de nouveaux partis dit 'régionalistes'. Delwit (2005, p.12) propose entre autres la définition de Seiler (1990, p.6). Ce dernier parle de 'partis autonomistes', ceux-ci sont

des mouvements qui réagissent « contre la mobilisation effectuée » par la construction de l'Etat. Ils sont les partis de « défense de la périphérie » (Delwit, 2005, p.12).

Dans le cadre de nos analyses, nous prenons donc en compte les partis dits communautaires ou régionalistes comme axe d'analyse, en comparaison aux partis ne se définissant pas comme tels. Nous étudierons dès lors comment de tels partis se définissent et définissent l'autre, et si leur discours identitaire est réellement différent des autres partis.

Une fois la première variable explicitée, nous souhaitons développer nos deux hypothèses, basées chacune sur une variable dépendante différente. En voici l'explication dans les deux parties suivantes.

### 3.1.L'appartenance partisane et la hiérarchisation des identités

Le premier élément que nous souhaitons étudier dans le discours et les débats politiques télévisés est la construction discursive de l'identité propre des élus politiques. Nous souhaitons déterminer si ceux-ci, selon leur appartenance partisane et le placement du parti au sein du clivage centre et périphérie, hiérarchisent leurs identités à travers le discours afin de développer une identité nationale ou pas.

Nous avons défini ci-dessous que les partis communautaristes, davantage axés du côté périphérie que centre dans le clivage qui nous intéresse, réagissent contre l'existence de l'Etat central et manifestent un attachement aux entités subétatiques. Nous attendons donc de leur part une construction déictique davantage axée sur ces entités, et non sur l'Etat central, contrairement aux autres partis. Nous définirons donc quel individu appartient à quel type de parti au sein du clivage centre et périphérie. Nous analyserons ensuite ses pratiques discursives et la constitution de la déixis qu'il utilise tout au long de son discours, et donc les référents qui se cachent derrière l'usage des pronoms.

La première hypothèse prend donc en compte la variation du discours identitaire, et plus précisément la variation de la déixis utilisée par les partis au sein d'une même communauté d'une société divisée. La première hypothèse que nous souhaitons établir est donc la suivante :

*H1 : les partis ayant une position originellement ou stratégiquement régionaliste auront tendance à présenter un discours avec une utilisation des expressions déictiques hiérarchisant davantage leurs appartenances communautaires, plutôt que le rattachement à l'Etat central, par rapport aux autres partis.*

### 3.2.L'appartenance partisane et l'identification de l'autre

La deuxième hypothèse que nous souhaitons vérifier à travers notre étude cherche à comprendre la façon avec laquelle certains partis issu d'une communauté représentent l'autre communauté dans leur discours. Dans le cadre théorique, nous avons établi qu'en se définissant soi-même, les interlocuteurs définissent également qui ne fait pas partie du même groupe d'appartenance qu'eux, qui se différencie d'eux-mêmes. Au sein d'une même société, il existe des clivages et le processus de différenciation prend une place importante. Et ce, davantage quand il s'agit des identités nationales. En effet, nous avons vu dans le cadre de ce travail que se définir en tant que nation doit indubitablement se faire en se définissant par rapport aux autres nations. Les nations n'existent que parce que d'autres nations existent. C'est également le cas dans les sociétés clivées qui forment un ensemble de groupes d'appartenance qui sont parfois considérés comme des entités sub-nationales. Nous proposons donc ici de nous intéresser à la déixis utilisée pour définir les autres qui ne se raccrochent pas à notre propre identité.

Par ailleurs, il existe dans la littérature un phénomène nommé l'homogénéisation. En effet, Sinardet nous explique qu'il assiste à un phénomène d'homogénéisation, par les interlocuteurs, d'une communauté faisant partie de la même entité nationale. Il étudie alors le cas de la Belgique et explique donc que, par exemple, dans les médias francophones, les responsables politiques de la Flandre seraient représentés comme ayant une position homogène, qui peut être attribuée à tous les politiques appartenant à cette communauté, et inversement (Sinardet, 2013, pp.327-329). Nous souhaitons prendre en compte cet aspect dans notre analyse et émettons dès lors cette deuxième hypothèse comme suit.

*H2 : les partis ayant une position originellement ou stratégiquement régionaliste auront tendance à présenter un discours avec une utilisation de la déixis différenciant davantage les membres de l'autre communauté par rapport à la leur. Par ailleurs, ils présenteront une plus grande tendance à homogénéiser cette autre communauté, sans en présenter les potentielles fractions intra-communautaires.*

Au sein de cette première partie nous avons établi les principaux concepts et théories essentiels à la compréhension de la question de recherche à laquelle nous souhaitons répondre. Nous avons divisé cette question en deux parties. D'une part, nous avons questionner la construction de l'identité et son implication au sein des sociétés divisées. D'autre part, nous avons établi l'importance de la déixis et plus précisément de l'utilisation des pronoms pour comprendre la construction discursive de l'identité, et plus particulièrement de l'identité nationale. Nous allons maintenant appréhender la façon selon laquelle nous répondons aux deux hypothèses que nous venons de poser.

## **Partie II – Analyser les pronoms au sein de débats télévisuels : partie méthodologique**

Cette deuxième partie nous permet d'établir le mode d'emploi de l'analyse que nous avons menée dans le cadre de ce mémoire. Nous présentons dans un premier temps le cas d'étude que nous avons choisi. Nous expliquons comment les institutions s'organisent autour des identités et comment ces dernières coexistent à l'intérieur d'une telle société. Nous regardons également comment elles s'expriment chez les représentants politiques. Le second chapitre de cette partie dressera le portrait des médias télévisuels en Belgique, ainsi que celui du corpus sélectionné. Le dernier chapitre proposera une étude grammaticale des pronoms en néerlandais, ainsi que l'opérationnalisation des deux variables dépendantes propres à notre analyse.

### **Chapitre 4 – La Belgique comme cas d'étude**

La Belgique est un cas d'étude intéressant pour étudier la construction de l'identité nationale au sein des sociétés divisées. En effet, la Belgique est connue mondialement pour la complexité de sa structure étatique, et éveille donc la curiosité. En 1830, le pays naît alors en tant qu'Etat unitaire. Au fur et à mesure de sa création, divers clivages surgissent et divisent la société. Entre 1970 et 2016, la Belgique traverse six réformes de l'Etat, pour devenir aujourd'hui l'état fédéral que nous connaissons. Ce dernier est aujourd'hui composé de trois communautés et de trois régions, en plus de l'état fédéral. Chaque niveau ayant ses propres institutions, qui sont divisées sur le plan territorial et linguistique.

Le fédéralisme belge est dit bipolaire, en effet, le clivage communautaire est le clivage principal qui régit la vie politique dans le royaume. Il oppose les néerlandophones ou les flamands et les francophones/Wallons et/ou les Bruxellois, sans prendre en compte la communauté germanophone. Ce principal clivage est aujourd'hui institutionnalisé puisqu'il a fait l'objet de nombreuses négociations, notamment lors des réformes de l'Etat. Celles-ci sont, selon Reuchamps, les compromis qui ont été négocié pour pacifier les relations intercommunautaires. C'est une des caractéristiques majeures du système politique établi en Belgique (Reuchamps, 2009, pp.531-532). Ce clivage est donc au cœur des négociations politiques.

La Belgique est donc une société largement clivée qui permet aux individus de rencontrer et d'évoluer dans une multitude de groupes d'appartenance qui sont disponibles et existent au sein de la société. Cette complexité représente dès lors un champ intéressant pour l'analyse de la construction identitaire de ses citoyens. En outre, étudier les expressions identitaires de ses

gouvernants peut donc être intéressant pour comprendre la façon selon laquelle l'identité belge peut être construite parmi cette diversité. Par ailleurs, Dodeigne et al. (2015) nous donnent les deux raisons pour lesquelles s'intéresser aux identités des représentants politiques est essentiel pour comprendre la structure étatique ainsi que l'évolution politique belge. Tout d'abord, la Belgique étant une démocratie représentative, il est important de comprendre la cohérence qui existe, ou non, entre les idées des représentants et celles des électeurs à propos de la politique belge. Ensuite, les partis politiques ont un poids très important en Belgique. Ceux-ci sont en outre relativement divisés sur quelques sujets, il est donc important de s'attarder sur les préférences des représentants afin de comprendre les segmentations politiques (Dodeigne et al., 2015, pp.6-7). C'est notamment pourquoi nous nous intéresserons aux appartenances identitaires exprimées par des responsables politiques.

#### 4.1. Les identités en Belgique

Au vu de la complexité de la société belge, ainsi que de sa structure étatique d'aujourd'hui, il est pertinent de s'interroger sur l'état des identités en Belgique, de se demander quelles identités existent, d'où elles puisent leurs origines, et lesquelles priment au sein de la société belge.

##### *L'évolution des identités en Belgique*

A travers l'histoire de la Belgique et des deux mouvements communautaires, nous pouvons remarquer l'existence d'un certain décalage entre le sentiment d'appartenance auquel les Francophones s'identifient, et celui auquel les Flamands s'identifient. Le paradoxe que Kesteloot (2001) décrit est le suivant, la Flandre s'est petit à petit érigée en nation flamande et avait déjà eu des propos anti-belges à la première guerre mondiale. Cependant, aujourd'hui, ce sont les Flamands qui dominent la structure étatique. Nous pouvons dès lors remarquer « une tension permanente entre cet investissement dans les rouages belges et les forces centrifuges qui n'hésitent plus aujourd'hui à en appeler à l'indépendance de la Flandre » (Kesteloot, 2001, p.33). En Wallonie, le mouvement wallon a eu une ampleur inférieure au mouvement flamand. Nous ne pouvons pas constater l'existence d'une telle nation du côté wallon. Dès lors, les discours identitaires wallons sont moins présents et moins bien reçus de ce côté de la Belgique (Kesteloot, 2001, p.33).

Stengers (1981) décrit le développement du nationalisme flamand et belge comme très particulier par rapport à d'autres mouvements nationalistes présents en Europe et ce, pour diverses raisons. Tout d'abord, le nationalisme flamand commence tôt et a mis du temps à voir

la mise en place de ses revendications, avant que les Flamands expriment une identité flamande plus importante que l'identité nationale. Cela était dû au fait que ce n'était pas les élites qui étaient à la tête de ce mouvement, par comparaison aux divers mouvements en Europe. Ensuite, le fait que le mouvement wallon n'a pas été aussi développé que son cousin flamand, alors que les frontières linguistiques étaient parfaitement établies, est surprenant. « Le sentiment wallon reste vague ». L'auteur explique cela par le fait que les Wallons n'avaient pas réellement de contestations, leur mouvement était né en réaction au mouvement flamand, c'était donc une critique plutôt qu'un mouvement portant de réels griefs (Stengers, 1981, pp.57-60).

Reuchamps et al. (2016, pp.103-104) expliquent que l'on peut attester, depuis les débuts de l'Etat belge, « de la transformation progressive d'une dynamique linguistique en une dynamique identitaire par l'intermédiaire de la territorialisation des tensions politiques et par la suite la fédéralisation de l'État belge initialement unitaire ».

### *Les identités belges aujourd'hui*

Comme noté ci-avant, le contexte institutionnel belge a fortement évolué dès la première réforme de l'Etat jusqu'à aujourd'hui. L'Etat belge a traversé six réformes étatiques et est passé d'un Etat unitaire à un Etat fédéral. Autant dire que les identités défendues posent une question pertinente dans un tel contexte (Van Haute & et al., 2007, p.39).

La question intéressante à poser ici est celle à laquelle Caluwaerts et Reuchamps ont répondu dans leur article de 2014. Ils posent la question de savoir si le fédéralisme instauré en Belgique n'aurait pas un effet paradoxal d'être un amplificateur des identités communautaires, puisque les communautés bénéficient d'une autonomie grandissante. Afin de répondre à cette question, Reuchamps et al. (2016) mesurent, via différents sondages, les sentiments d'appartenance et d'identité que les citoyens belges ressentent davantage entre 1979 et 2010. Ils obtiennent comme résultats que jusqu'en 1982, les Flamands se définissent davantage flamands, ensuite, ils hiérarchisent l'identité belge avant l'identité flamande. Du côté de la Wallonie, davantage de citoyens se sentent belges et ce, durant toute la durée des sondages, mais à une intensité plus importante que du côté flamand, puisqu'il y a presque 20 points de pourcentage qui les diffèrent. Les auteurs notent également que la moitié des électeurs belges se sent d'abord belge et que cette tendance reste permanente. Les deux communautés présentent donc une tendance plus ou moins similaires quant à la question de l'évolution des sentiments d'appartenance identitaire nationaux ou communautaires (Reuchamps et al., 2016, pp.104-107). Ces résultats corroborent d'une certaine façon des résultats que De Winter obtient en 2007.

L'auteur rajoute par ailleurs que les identités nationales ou communautaires chevauchent des identités plus traditionnelles (De Winter, 2007, p.592). L'auteur parle dès lors d'identités « hybrides » et d'un « trouble identitaire » provoqués par le fait qu'il y a « de fortes tensions entre le 'centre' originel francophone et la 'périphérie' flamande [...] » (2007, p.575).

#### 4.2. Les identités chez les représentants politiques belges

Cependant, les discours identitaires des représentants politiques sont clairement plus nuancés et c'est pourquoi ils seront notre objet d'étude dans le cadre de ce mémoire. En effet, ce sont les résultats que Dodeigne, Reuchamps et Sinardet obtiennent lors de leur enquête à ce sujet en 2014 et 2015, à la suite des élections de 2014. D'autres sondages similaires avaient eu lieu en 2011. Les résultats et les comparaisons à l'enquête de 2011 leur permet de conclure par plusieurs éléments.

Globalement, les auteurs trouvent une nuance identitaire au sein du bloc des partis flamands. En effet, ils opposent les partis nationalistes tels que la N-VA et le VB et les autres : le CD&V, l'OpenVLD, le Sp.a et Groen ! .

Tout d'abord, les positions intra-partisanes présentent une hétérogénéité. Au niveau des ressentis quant à l'existence d'une identité nationale, les partis présentant une identité plus communautaire seraient le VB, la N-VA, ainsi qu'à un degré inférieur, le CD&V et le FDF. Les partis se présentant davantage comme belges sont les suivants : Ecolo, PS, CDH, MR, OpenVLD, Groen ! et Sp.a. Ensuite, les auteurs analysent les relations entre les familles politiques. Ecolo et Groen !, en sont les grands gagnants. Les auteurs attribuent cela « à la culture politique communautairement plus ouverte des deux partis écologistes, qui se concrétise notamment par un fonctionnement en groupe commun dans certaines assemblées » (p.21). Quant au troisième élément étudié dans le cadre des enquêtes, à l'exception de « la N-Va, du VB et, dans une moindre mesure, du CD&V » (p.33), les répondants émettent l'idée selon laquelle la sixième réforme de l'Etat n'a pas été trop loin dans son attribution des compétences aux entités fédérées. Ils parlent d'un certain désir de refédéralisation de certaines de ces compétences et ce ne sont pas majoritairement des francophones qui le soulignent. Groen ! et Sp.a seraient davantage représentants de cette position (Dodeigne et al., 2015).

Ce mélange d'identités, ce « trouble identitaire » que De Winter écrit se reflète régulièrement dans les médias, et dans les discours politiques à propos de l'Etat belge (De Winter, 2007, p.575). Les réformes de l'Etat sont souvent apparentées aux « identités divergentes, centrifuges, voire incompatibles » qui demeurent « un élément central dans les

discours politiques et médiatiques sur la transformation de l'Etat fédéral belge » (De Winter, 2007, p.576). Dans ce contexte, la Belgique est donc un cas d'étude pertinent quant à l'analyse du discours politique sur les identités.

Etudier les identités des représentants en Belgique reste un spectre large d'étude. Depuis au moins l'indépendance de la Belgique, c'est l'identité flamande qui a toujours été exprimée de façon plus intense que l'identité wallonne. En effet, le mouvement wallon, comme décrit plus haut, n'a été établi qu'en réaction de l'existence du mouvement flamand et de ses griefs. Les identités belges ont évolué aujourd'hui, mais elles restent tout de même assez présentes dans le discours ou la hiérarchisation de certains politiques flamands. C'est pourquoi dans le cadre de ce mémoire, nous nous attardons uniquement sur le discours identitaires des élus politiques flamands.

## Chapitre 5 – Les médias belges et les discours politiques identitaires

Nous avons maintenant établi l'intérêt d'étudier les constructions identitaires politiques pour comprendre la complexité des identités en Belgique et, *in fine*, comprendre comment les pronoms peuvent expliquer l'identité. Dans ce cinquième chapitre, nous proposons d'établir une photographie de l'état du paysage médiatique en Belgique pour comprendre au mieux dans quel contexte les débats que nous analyserons ensuite ont eu lieu. C'est également à cette fin que nous présenterons ensuite le corpus qui sera soumis à notre analyse dans la suite du mémoire. Nous commenterons finalement le logiciel Iramuteq qui nous a aidé dans cette analyse.

### 5.1. Les médias télévisuels en Belgique

La particularité du paysage médiatique belge est que celui-ci ne comprend pas de chaîne de télévision nationale. En effet, il existe uniquement des médias francophones ou néerlandophones. En 1960, l'émetteur public est divisé en deux institutions, et en 1970 la compétence de gestion et de réglementation des médias est transférée aux communautés. Ce qui différencie les deux espaces médiatiques est pertinent pour le mémoire. En effet, Sinardet et al. constatent que la télévision flamande a un rôle de construction identitaire largement plus poussé qu'en Belgique francophone. Les médias francophones participent à la création d'un espace public commun aux francophones de Belgique, mais n'a pas un but de construction purement identitaire (Sinardet et al., 2015, pp.16-18).

Ce sont les demandes flamandes qui ont poussé le passage d'une chaîne nationale unifiée à des chaînes publiques séparées en Belgique. Et depuis qu'ils sont indépendants dans leur gestion, la chaîne flamande n'a pas cessé de mettre en évidence son caractère flamand. En effet, en 1998, elle devient officiellement la VRT : *Vlaams Radio- en Televisiemoeporganisatie*. Elle laisse tomber toute référence à la Belgique, puisque son ancien nom était la BRT : *Belgische Radio- en Televisiemoeporganisatie*. Contrairement à la RTBF (*Radio Télévision Belge de la Communauté Française*), chaîne publique du côté francophone de la Belgique, qui a gardé sa référence à la Belgique, en plus de la référence à sa communauté (Donders et al., 2019, p.92-96)

L'émission étudiée dans ce mémoire est *De Zevende Dag*, une émission de débats politiques qui a lieu le dimanche. Les invités politiques y participent afin de donner leur avis sur diverses questions d'actualité, ainsi que pour répondre aux questions des journalistes et à celles des invités issus de la société civile. Ils sont également présents pour interagir avec leurs collègues du monde politique belge.

## 5.2. Description du corpus

Au sein de cette section, nous présentons le corpus qui sert de support d'analyse pour comprendre la construction identitaire par les représentants politiques flamands. Pour cela, nous avons sélectionné plusieurs débats desquels nous avons sorti quelques analyses pour le présenter ici en détail. Ces analyses préliminaires ont été possibles grâce à l'utilisation du logiciel Iramuteq. Au point suivant, nous présenterons ce logiciel en détail.

Les débats sélectionnés de la VRT sont au nombre total de 28. Ceux-ci sont répartis entre 2004 et 2016 et le corpus constitue un peu plus de 8h de débats télévisés. Trois types d'intervenants sont présents dans les débats. Il y a d'abord des journalistes qui présentent l'émission. Ensuite, quelques interventions concernent des participants issus de la société civile. Et la majorité des interventions proviennent des représentants politiques. Nous retiendrons uniquement l'intervention des représentants politiques puisqu'ils font l'objet de notre analyse. Les politiques représentent 77 662 occurrences dans ce corpus, sans l'intervention des journalistes ou de la société civile. Les politiques francophones représentent 3 353 occurrences, les néerlandophones représentant quant à eux 74 309 occurrences. Les francophones représentent donc un peu plus de 4% des interventions. Nous décidons donc de supprimer leurs interventions puisqu'elles ne permettraient pas une analyse représentative de leur discours identitaire. En outre, ils ne font pas l'objet de notre analyse. L'annexe numéro 1 propose la liste

de l'ensemble des débats, la date à laquelle l'émission correspondante a eu lieu, la durée du débat, ainsi que les sujets qui ont été globalement abordés. En outre, l'annexe numéro 2 liste quant à elle l'ensemble des intervenants par parti. Nous y notons également le numéro des débats auxquels ils ont participé. L'ensemble de ces informations permet d'avoir une vue globale sur les débats que nous avons analysés, ainsi que leur contenu et les intervenants qui y ont participé.

Par ailleurs, nous retrouvons un ensemble de huit partis néerlandophones différents autour de la table, à tour de rôle : les chrétiens-démocrates flamands (le CD&V), les libéraux flamands (le VLD qui deviendra l'OpenVLD au fil des débats), les socialistes flamands (Sp.a), les écologistes flamands (Groen !), la N-VA, le Vlaams Belang et Spirit. Cependant, étant donné que pour les partis Spirit et Volksunie, nous avons, respectivement, 3 et 1 interventions. Ces interventions représentent respectivement, 2025 et 810 occurrences, respectivement 2.7% et 1.1% du total des interventions néerlandophones. Nous décidons donc de retirer ces deux partis de l'analyse et nous supprimons toutes les interventions les concernant. En effet, comme pour les francophones, un si petit corpus pour leurs interventions ne permettra pas une analyse pertinente de leurs discours identitaire.

Nous étudierons donc les interventions des membres de ces partis suivants : les chrétiens-démocrates flamands (CD&V), les libéraux flamands (VLD-OpenVLD), les socialistes flamands (Sp.a), les écologistes flamands (Ecolo), la N-VA, le Vlaams Blok – le Vlaams Belang. Au total, ils représentent 70 744 occurrences à analyser.

### 5.3. Utilisation du logiciel de lexicométrie Iramuteq

Pour répondre à la question de recherche, nous mettons en œuvre nos trois hypothèses avec l'aide d'Iramuteq qui est un logiciel libre français de textométrie. Il permet notamment d'analyser de larges corpus de texte. L'analyse de texte et la statistique textuelle rassemblent différentes disciplines afin de rendre ces analyses plus fines. Nous pouvons dès lors parler de la rencontre entre l'informatique, la linguistique, la statistique, l'analyse du discours (Lebart & Salem, 1994, p.7).

Un des avantages premiers de plusieurs logiciels tels qu'Iramuteq est que leur interface destinée aux utilisateurs est graphique, contrairement à d'autres logiciels qui nécessitent la connaissance spécifique du code, et l'insertion de lignes de commande avant d'avoir un résultat (Pincemin, 2018, pp.1-6). Pierre Ratinaud venant de l'université de Toulouse est l'initiateur du logiciel en 2010. Le nom du logiciel IRaMuTeQ vient de 'Interface de R pour les Analyses

Multidimensionnelles de Textes et de Questionnaires'. R et Python sont, respectivement, l'environnement statistique et le langage utilisés dans le cadre de l'utilisation de ce programme. Iramuteq permettra dans le cadre de notre analyse de sortir différentes statistiques et données quantitatives liées aux axes qui nous intéressent.

Avant d'utiliser le logiciel Iramuteq, nous avons codé toutes les interventions des différents interlocuteurs, en mentionnant leurs noms, fonctions, appartenance aux partis, au niveau des informations personnelles de l'interlocuteur. Mais nous avons également codé chaque année du débat, numéro (afin de se retrouver dans le corpus), ainsi que le numéro de la réforme de l'Etat qui avait eu lieu le plus près (2 ans avant ou 2 ans après) du débat, et si c'était avant, après, ou pendant les négociations de réforme de l'Etat.

Voici un exemple du code utilisé :

```
*** *Debate_49 *Fonction_Politique *Langue_NL *Parti_GROEN *Famillepol_VERT
*Nom_vanBesien *StateReform_06 *SR6_adlocum *Annee_2013
```

L'intervention qui se raccroche à ce code concerne donc le débat numéro 49, l'interlocuteur est un responsable politique, sa langue maternelle est le néerlandais, il est membre du parti Groen !, qui fait lui-même partie de la famille politique des verts. Ensuite, son nom est Van Besien, le débat a eu lieu lors des négociations (*ad locum*) en vue de la réforme de l'Etat numéro 6, en 2013.

Une fois que chaque intervention était codée correctement, le logiciel Iramuteq nous permettait de sortir toutes les statistiques nécessaires quant à l'utilisation des pronoms sélectionnés dans le cadre de cette recherche.

## Chapitre 6 – L'analyse des expressions déictiques flamandes

Nous nous tournons ici vers la partie linguistique du mémoire. En effet, le premier point sera dédiée à l'analyse grammaticale des pronoms qui sont les éléments que nous souhaitons analyser pour comprendre la construction déictique du discours identitaire au sein du corpus. Ensuite, nous proposerons dans les deux derniers points du chapitre, une opérationnalisation des deux variables dépendantes que nous avons définies ci-avant.

### 6.1. Grammaire néerlandaise des pronoms

Dans le cadre de ce mémoire, nous analysons l'utilisation des pronoms personnels néerlandais de la première personne du pluriel (*we* et *wij*) ainsi que de la troisième personne du pluriel (*ze*, *zij*) et *ce*, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, comme expliqué auparavant, ce sont les discours identitaires au sein desquels les représentants politiques s'identifient en tant que faisant partie d'une communauté ou d'une nation, ainsi que les discours dans lesquels ces représentants politiques représentent l'autre communauté qui nous intéressent. C'est pourquoi les pronoms étudiés seront ceux sous la forme plurielle, puisqu'ils cherchent à comprendre le mécanisme d'identification qu'une personne individuelle applique à un groupe.

Le choix des personnes (la première et la troisième) est un choix fait après la lecture de l'article de Sinardet de 2013. En effet, celui-ci remarque que les journalistes, dans des débats de la VRT, utilisent fréquemment les termes 'nous', 'eux', 'leur'. Ces pronoms permettent de créer une séparation et de distinguer 'nous', notre communauté, de 'ils/elles', l'autre communauté. Par ailleurs, les débats analysés dans l'article ont pour sujet la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, et qu'en utilisant ces pronoms, les journalistes se positionnent dans le conflit, et parlent implicitement de 'notre communauté' quand ils utilisent le pronom personnel de la première personne au pluriel, et qu'ils parlent de l'autre communauté quand ils disent 'ils' ou 'eux', la troisième personne du pluriel.

Par ailleurs, il est donc facilement démontrable que le pronom de la première personne du pluriel est puissant en termes de pouvoir et peut être persuasif, puisque les interlocuteurs peuvent y référencer différents groupes comme étant inclus dans le pronom, et donc dans le contexte de la phrase ou de l'intervention. A l'inverse, il permettrait aussi d'exclure d'autres groupes d'appartenance (Zupnik, 1994, p.340). L'utilisation du pronom « nous » est notamment un mot très significatif pour la construction d'une identité, il a pour but de construire une communauté (Mayaffre, 2003, pp.7-8).

Dans cette partie, nous étudions les interprétations possibles des pronoms personnels utilisés dans la langue néerlandaise. Comme expliqué au premier paragraphe, dans le cadre de ce mémoire, nous n'étudierons que les pronoms personnels. En effet, il existe également d'autres pronoms tels que les pronoms possessifs, réfléchis, interrogatifs (*wie*, *wat*, *welk.e*, etc.), relatifs (*die*, *dat*), etc. Mais ceux-ci ne concernent pas notre étude puisque nous cherchons à comprendre la façon avec laquelle les personnes politiques s'identifient eux-mêmes ainsi que l'autre communauté.

Pour déterminer la forme du pronom personnel, il faut prêter attention à différents éléments. Tout d'abord, il faut s'attarder sur la fonction que le pronom a dans la phrase. Celui-ci peut être un sujet ou un complément (Henn, Vromans et Bijleveld, 1996, p.307). Sonck (2013, p.112) propose une distinction entre les pronoms personnels « en fonction sujet », et les pronoms personnels en « fonction objet ». Les formes sujets sont utilisées quand le pronom est un sujet, quand il est attribut, et quand nous souhaitons interpeller une personne (Henn, Vromans et Bijleveld, 1996, p.309).

Il y a également une distinction entre les « formes pleines » et les « formes réduites ». Ici il faut alors regarder l'importance que l'on donne au pronom dans la phrase. Nous pouvons ici faire le parallèle avec le français et l'utilisation de « moi », « je », ou de « toi », « tu », et leur différence dans l'accentuation du pronom qui est plus important avec le « moi » et le « toi ». Si l'on choisit cette dernière option et que l'on souhaite accentuer et mettre en relief ce sujet ou complément, on utilisera alors les formes toniques reprises dans le tableau ci-dessous.

La troisième distinction concerne le nombre et sépare les formes singulières des formes au pluriel. Les chiffres de la deuxième colonne sont le numéro de la personne concernée (par exemple, le chiffre 1 représente la 1<sup>ère</sup> personne du singulier ou du pluriel).

Pour davantage de clarté, nous vous présentons un tableau récapitulatif des pronoms utilisés en néerlandais (*Figure 1*).

|                      |             | Fonction sujet - sujet |                   | Fonction objet - complément |               |
|----------------------|-------------|------------------------|-------------------|-----------------------------|---------------|
|                      |             | Forme pleine           | Forme réduite     | Forme pleine                | Forme réduite |
| Singulier            | 1           | ik                     | 'k                | mij                         | me            |
|                      | 2           | jij                    | je                | jou                         | je            |
|                      | 3           |                        |                   |                             |               |
|                      | masculin    | hij                    | (ie) <sup>1</sup> | hem                         | 'm            |
| féminin              | zij         | ze                     | haar              | Ze                          |               |
| neutre               | het         | 't                     | het               | 't                          |               |
| Pluriel              | 1           | wij                    | we                | ons                         | -             |
|                      | 2           | jullie                 | (je)              | jullie                      | -             |
|                      | 3           | zij                    | ze                | hen, hem, hun               | ze            |
| Singulier et pluriel | Forme polie | u                      | -                 | u                           | -             |

Figure 1 - Grammaire néerlandaise des pronoms

<sup>1</sup>La forme 'ie' ne s'utilise qu'en langue parlée, quand il y a une inversion ou en suivant une conjonction de subordination. Nous ne rencontrerons pas cette forme dans ce travail.

Concernant l'utilisation des formes pleines ou réduites, Sonck (2013, p.113-114) nous explique que l'utilisation des formes pleines se fait exclusivement dans six situations différentes. Les exemples que nous proposons ici sont directement tirés de l'ouvrage de l'auteure concernée.

Les six situations sont les suivantes. Lorsqu'il s'agit d'une volonté d'accentuer ses propos (1), quand nous souhaitons exprimer des contrastes ou oppositions (2), quand la phrase se constitue seulement du pronom (3), dans une comparaison, après un 'dan' (4), après un impératif (5).

(1) *Kom **jij** ook mee naar dat bal?*

Traduction : Tu viens aussi au bal ?

(2) ***Zij** kunnen dat misschien wel doen, maar **wij** toch niet.*

Traduction : Ils sont peut-être être en mesure de le faire, mais pas nous.

(3) *Wie heeft dat verteld ? **Zij**.*

Traduction : Qui t'a raconté cela ? C'est elle.

(4) *Hij is groter dan **jij**.*

Traduction : Il est plus grand que toi.

(5) *Kom **jij** eens hier.*

Traduction : Viens ici.

La forme pleine est utilisée principalement quand l'accentuation est autre part que sur le pronom, sur le verbe par exemple (Shetter & Van der Cruysse-Van Antwerpen , 2002). En résumé, utiliser la forme accentuée *wij* ou *zij* permet de mettre en évidence et de contraster. C'est pourquoi nous décidons d'analyser les pronoms accentués et non-accentués séparément. En effet, cela nous permettra de constater, ou non, s'il y a une différence d'utilisation entre les deux au sein des discours des différents partis.

Nous avons maintenant établi la théorie permettant de comprendre l'utilisation des pronoms, ainsi que leurs formes. Nous pouvons dès lors voir le procédé que nous allons utiliser pour étudier les variables d'intérêt, répondre à la question de recherche et donc confirmer ou infirmer nos hypothèses.

6.2.Analyse de la hiérarchisation des identités par les élus politiques flamands

Pour comprendre comment les représentants politiques flamands hiérarchisent leurs identités, nous étudierons ici l'utilisation des pronoms *we* et *wij* dans le corpus sélectionné. Comme nous avons vu dans la théorie, l'utilisation des expressions déictiques comme les pronoms se fait dans un contexte particulier. Pour comprendre le référent se cachant derrière ces pronoms, il faut comprendre ce contexte. C'est donc pourquoi après avoir analysé le contexte des débats, ainsi que l'utilisation de ces pronoms *we* et *wij*, nous avons décidé de créer quatre catégories au sein desquelles nous avons classé chaque *we* et chaque *wij* rencontrés dans le corpus de chaque parti. Chacun de ces catégories concerne un référent en particulier qui revient systématiquement dans le discours de chaque parti. Ces catégories sont nommées comme telles : général, parti, flamands et divers. Chaque catégorie contient plusieurs sous-catégories (aucune, deux ou trois). Celles-ci précisent le référent auquel le pronom utilisé est attaché. Nous présentons ci-dessous chaque catégorie et sous-catégorie et donnons un exemple en replaçant l'intervention dans son contexte afin de comprendre quel référent se cache derrière le pronom.

### *Général*

La première catégorie regroupe les *we* et *wij* où l'interlocuteur s'exprime soit à propos de la Belgique, soit au nom des représentants politiques, ou soit de manière générale, sans parler de quelqu'un en particulier. Nous établissons alors qu'il parle en termes de généralités. Par exemple (1), en 2010 un journaliste pose la question de savoir s'il vaut mieux un fond de pension flamand distinct ou si celui-ci doit rester belge à Van Den Driessche (CD&V). Ce dernier répond en utilisant un *we* qui ne détermine pas quelqu'un en particulier. Nous le mettons donc dans la sous-catégorie 'généralité'.

(1) *Laten we een treinbestuurder die heel zijn leven, 40 jaar treinbestuurder is geweest in België (...)*

Traduction : **Prenons** *l'exemple d'un conducteur de train qui a été conducteur de train en Belgique pendant 40 ans de sa vie (...).*

Cette catégorie ne fera pas l'objet d'une analyse approfondie dans la suite du mémoire, puisqu'elle ne désigne, ou ne regroupe, pas de communauté en particulier. Elle ne permettra donc pas d'avancer des éléments de réponses à la première hypothèse que nous avons posée.

La deuxième sous-catégorie concerne les interlocuteurs qui s'expriment au nom de la Belgique dans sa globalité, réunissant dès lors les citoyens, les représentants politiques, autant les flamands, les francophones, la communauté germanophone que la région bruxelloise, etc.

La troisième sous-catégorie est celle où les *we* et les *wij* désignent les hommes et femmes politiques occupant des fonctions au niveau fédéral et s'expriment donc au niveau du gouvernement, du parlement, des gouvernements ou parlements précédents, des partis négociateurs des réformes de l'Etat, etc.

### *Le parti*

La deuxième grande catégorie d'analyse que nous définissons ici est celle du parti. Trois sous-catégories existent ici, mais ne sont pas représentées au sein du corpus de chaque parti. La première sous-catégorie concerne les cas où l'interlocuteur s'exprime clairement au nom de son propre parti (voir exemple 2, Bart Tommelein, OpenVLD, 2008). Deuxièmement, les représentants politiques s'expriment parfois au nom d'un cartel qu'ils forment avec un autre parti. Nous verrons que seuls le CD&V et la N-VA sont concernés par cette sous-catégorie. Troisièmement, nous observons également que seuls deux partis sont concernés par l'utilisation des pronoms *we* et *wij* au nom de leur famille politique (Groen ! et l'OpenVLD). Malgré que seulement deux partis soient concernés, nous trouvons que cette sous-catégorie est particulièrement intéressante pour comprendre comment le parti conçoit ses identités en relation avec les francophones.

(2) *U zal het zien Meneer Bruno Valkeniers. **Wij** gaat als liberale partij leggen een aantal problemen op tafel. Ook een aantal communautaire problemen. **Wij** willen die oplossen en **wij** zoeken naar oplossingen en **we** gaan die oplossen.*

Traduction : *Vous allez voir Monsieur Bruno Valkeniers. En tant que parti libéral, **nous** allons mettre un certain nombre de problèmes sur la table. Également un certain nombre de problèmes communautaires. **Nous** voulons les résoudre et **nous** cherchons des solutions et **nous** allons les résoudre.*

### *Les Flamands*

La troisième catégorie repose sur les pronoms utilisés lorsque l'interlocuteur s'exprime au nom des Flamands. Cette catégorie se repose sur deux sous-catégories. La première concerne les *we* et *wij* utilisés lorsque les interventions concernent la Flandre dans sa globalité, autant les

citoyens, que les représentants politiques, etc. La deuxième concerne uniquement les représentants politiques flamands.

Nous présentons ci-dessous l'exemple 3 qui permet d'illustrer comment le Vlaams Belang (Filip Dewinter, 2007) s'exprime au nom des flamands.

(3) *Dit is zelfs geen staatshervorming cola light, dit is een staatshervorming cola zero. Als men alles uitstelt tot na 2009 en in fases behandelt, dan gaan we plat op de buik voor de chantage vanuit Wallonië [...].*

Traduction : *Ce n'est même pas un cola light de la réforme de l'Etat, c'est un cola zéro de la réforme de l'Etat. Si l'on reporte tout à après 2009 et que l'on traite la question par étapes, alors nous nous écraserons devant le chantage de la Wallonie [...].*

#### *Divers*

La dernière catégorie, qui ne fera pas l'objet d'une étude approfondie ici, est la catégorie divers. Elle regroupe les interventions qui sont bien spécifiques et qui n'ont pas été utilisées de façon récurrente par plusieurs partis. Par ailleurs, ces interventions ne permettent pas de distinguer les communautés ou de les regrouper. Dans l'exemple 4, le *we* utilisé par Bart De Wever (N-VA, en 2008), désigne les personnes présentes sur le plateau ainsi que les téléspectateurs de l'émission. Ils ne regroupent donc pas nécessairement une communauté. Cette intervention ne représente pas un élément pertinent pour notre étude.

(4) *We hebben net een filmpje gezien waar de burgermeesters van MR-FDF opnieuw laten zien dat zij niet respecteren dat het bestuur in Vlaanderen in het Nederlands is.*

Traduction : *Nous venons de voir un film où les bourgmestres du MR-FDF montrent une fois de plus qu'ils ne respectent pas que l'administration en Flandre soit en Néerlandais.*

Pour que le mémoire soit le plus transparent possible, nous proposons, dans les annexes numéro 3 et 4 l'ensemble des éléments que les pronoms *we* et *wij* recouvrent lorsqu'ils sont utilisés et classés dans la catégorie 'divers'. Deux remarques sont à prendre en compte. Tout d'abord, il y a certains cas où l'interlocuteur ne finit pas sa phrase et donc, il n'est pas possible de comprendre quel référent se cache derrière le pronom même à l'aide du contexte. Ces situations ont été classées dans la catégorie 'divers'. Une autre spécificité concerne les situations où les interlocuteurs parlaient au nom d'un autre individu. Nous les plaçons également dans la catégorie 'divers' dans le sens où comme le discours ne représente pas la personne concernée, il ne peut être pris en compte dans son discours global. L'exemple 5 nous

permet de comprendre que Bart De Wever (N-VA, en 2008) dans ce cas s'expriment au nom des francophones et ne s'identifient donc pas lui-même.

(5) *En top of the bill is dat de Franstaligen zeggen we (361) doen een eenzijdig voorstel [...]*

Traduction : *Et la meilleure, c'est que les francophones disent nous faisons une proposition unilatérale [...]*

C'est donc sous ces angles-là que nous analyserons les interventions des représentants politiques de notre corpus. Cette opérationnalisation permettra de comprendre comment les partis s'expriment, au nom de qui, donc de quelle façon ils se définissent et hiérarchisent ces identifications.

### 6.3. Analyse de l'identification de l'autre par les élus politiques flamands

Dans le cadre de cette hypothèse, c'est le pronom de la troisième personne du pluriel qui nous permettra d'opérationnaliser la deuxième variable dépendante. En effet, d'une part, celui-ci permet de définir l'autre puisqu'avec cette personne, nous pointons un référent autre que nous-mêmes. D'autre part, ce pronom est une forme du pluriel, il permet donc de pointer un groupe d'individus, et donc « les autres », entendu comme ne faisant pas partie de notre identité, de notre groupe identitaire.

Pour opérationnaliser et répondre à la deuxième hypothèse, nous avons décidé de définir quatre catégories d'identification des pronoms. Ces quatre catégories définiront également les référents selon le contexte dans lequel *ze* et *zij* sont utilisés quand il s'agit de parler de l'autre.

#### *Général*

La première catégorie reprend les références générales, ainsi que lorsque les interlocuteurs qui s'expriment au nom de la Belgique en entier, du niveau fédéral, ou en parlant des citoyens belges. Cette catégorie sera nommée « Général », comme pour les pronoms *we* et *wij*. L'exemple 6 permet d'illustrer la constitution de cette catégorie (extrait du corpus de Verherstraeten, CD&V, 2008).

(6) *Twee: het parlement was helemaal niet gesloten. Ze hebben tiental commissies plaatsen gevonden die gedebatteerd hebben.*

Traduction : *Deuxièmement, le parlement n'était pas fermé. Ils ont mis en place une dizaine de commissions qui ont débattu.*

Avec, le contexte, nous comprenons que le membre du CD&V parle du parlement fédéral qui est alors le référent du *ze* utilisé dans la phrase. Cette intervention sera donc placée au sein de la catégorie que nous venons de décrire.

#### *Francophones et/ou Wallons*

La deuxième désigne les francophones ou les Wallons, l'autre communauté ou région que celle des interlocuteurs qui sont néerlandophones ou flamands. L'exemple 7 issu du corpus de Grauwels (CD&V, 2008) montre que dans ce cas-ci, l'interlocutrice parle du PS, le parti socialiste.

(7) *Inderdaad is het altijd opvallend dat als er problemen zijn in de PS dat er dan wel erger iets, de aandacht op iets anders aangetrokken wordt en men had hier het probleem van de staatssecretaris Frédéric Laloux. Men heeft dat in het verleden nog gezien, als ze, tijdens de affaires in Charleroi zijn er ook altijd afleidingsmanoeuvres gebeurd [...].*

Traduction : *En effet, nous remarquons toujours que lorsqu'il y a des problèmes au sein du PS, l'attention est attirée sur autre chose, et là, nous avons le problème du secrétaire d'Etat Frédéric Laloux. Nous l'avons vu par le passé, quand, lors des affaires de Charleroi, ils ont toujours des diversions.*

#### *Flamands*

Les flamands représentent la troisième catégorie. Celle-ci peut concerner autant les partis flamands qu'un interlocuteur pointerait du doigt, que les citoyens flamands par exemple. L'exemple 8 illustre une situation où Annemans (VB, 2008) parle de la N-VA, un parti flamand qui rentre donc dans cette catégorie.

(8) *Als de CD&V dat accepteert, dan gaat zij terug op de beloftes die zij gedaan heeft.*

Traduction : *Si le CD&V accepte cela, alors il revient sur des promesses qu'il a faites.*

#### *Divers*

La catégorie 'divers' est la dernière et représente la même catégorie que pour les pronoms *we* et *wij*. Dans l'exemple 9 (Pirson, VB, 2007), nous attestons bien du fait que les deux pronoms *ze* utilisés ici prennent comme référent la maison royale belge. Cette référence ne revient pas régulièrement dans le discours des représentants politiques au sein du corpus, nous le plaçons donc dans la catégories 'divers' qui regroupent toutes ces références.

(9) [...] *wij zijn de enige partij die echt 100% republikeins is en durft consequentie over te trekken om te zeggen dat dat koningshuis geen democratisch instituut is en ze hebben waarschijnlijk geld genoeg gespaard over de jaren heen gaande van Leopold II in Kongo tot alle voorbijgaande jaren dat ze dotaties hebben gekregen dan spreek ik over de hele koninklijke familie [...].*

Traduction : *En effet, je pense que nous pouvons être surpris, nous sommes le seul parti qui est vraiment 100% républicain et qui ose tirer la conclusion que la famille royale n'est pas une institution démocratique et qu'elle a probablement économisé assez d'argent au fil des ans, depuis Léopold II au Congo jusqu'à toutes les années passées où elle a reçu des dons et je parle de toute la famille royale [...].*

De la même façon que cela a été fait pour la catégorie similaire pour les *we* et *wij*, les annexes 5 et 6 listent les référents rencontrés et considérés comme 'divers'. Par ailleurs, puisque *ze* et *zij* sont également des pronoms personnels du singulier, nous avons pris en compte uniquement ceux qui référaient à un regroupement. Les formes singulières sont reprises dans les annexes.

Nous ne représentons pas les germanophones, ou la Région de Bruxelles-capitale puisque ceux-ci sont très peu ou pas désignés par les intervenants.

#### 6.4. Présentation des partis : idéologie et position au sein du clivage

Avant de passer aux résultats et à l'analyse de ceux-ci, nous proposons une courte présentation des partis qui prennent part à notre analyse. Pour chacun d'entre eux, nous proposons une description de leurs idéologies prédominantes, et plus précisément leur positionnement quant aux questions communautaires et leurs relations avec l'autre communauté politique. Nous les positionnons donc au sein du clivage centre et périphérie que nous avons défini avant.

##### *Christen-Democratisch & Vlaams*

Le Christen-Democratisch & Vlaams (CD&V) est un des trois grands partis traditionnels belges, avant la scission entre les deux ailes, l'une francophone (le cdH aujourd'hui), l'autre néerlandophone (le CD&V aujourd'hui). Van Haute (2011a, p.45-47) explique que l'évolution de la démocratie chrétienne en Belgique est liée au mouvement flamand qui est d'abord porté par une partie du clergé qui reste méfiant envers l'Etat belge. Cela crée des tensions au sein du parti unitaire originel. En 1968, la scission du parti entre les

ailes francophones et flamandes du parti est officialisée. L'aile flamande (le *Christelijke Volkspartij* à l'époque) continue à prôner une réforme de l'Etat pour privilégier un fédéralisme basé sur les communautés et donc pour une décentralisation des compétences. « Les communes et la Communauté flamande sont les deux piliers de base pour le CD&V » (Van Haute, 2011a, p.46) et le parti présente un positionnement confédéraliste. Contrairement à la N-VA, qui est son partenaire au sein d'un cartel en 2004, le CD&V ne parle pas de séparatisme. Van Haute (2011a, p.47) résume la position du CD&V en expliquant que d'un côté, le parti prend ses origines dans un climat tendu au niveau linguistique. D'un autre côté, le CD&V est également un grand parti traditionnel belge et défend sa place au sein de l'Etat belge, et revendique donc aussi des intérêts plutôt étatiques que régionaux. Par ailleurs, le parti a toujours eu de l'influence importante au niveau régional et fédéral, et est un pilier pour la formation de coalitions.

En 2001, le parti se prénomme officiellement CD&V, à la place de CVP (*Christelijke Volkspartij*). Il conserve donc sa référence au catholicisme et se réfère en outre à son appartenance flamande. En 2004, le parti se présente aux élections en cartel avec la N-VA. C'est donc deux éléments qui démontrent le positionnement fort du parti quant aux questions communautaires (Van Haute, 2011a, p.37-47).

Par ailleurs, la relation entre les deux partis frères de la démocratie chrétienne en Belgique est restée une relation proche jusqu'au début des années 2000. Ensuite, ils sont restés ensemble au pouvoir et se soutenaient lors de différentes prises de décision. Cependant, des divergences apparaissent. Le CD&V se positionne davantage à droite, et en faveur de l'autonomisation régionale, différents dossiers mettent à mal la coopération entre les partis frères (Pilet, 2011, p.79-80). Par ailleurs, Dandoy et De Decker (2009, p.32) démontrent que de 1991 à 2003, le CD&V et le cdH ont le programme idéologique le semblable plus parmi tous les partis frères. Cette proximité tend à diminuer par après.

#### *(Open) Vlaamse Liberalen en Democraten*

Au début de l'histoire du parti libéral flamand, celui-ci joue le rôle de pivot pour former les coalitions dirigées par les deux partis traditionnels : les chrétiens démocrates et les socialistes. A la fin des années cinquante, le parti libéral encore unitaire à l'époque, commence à ouvrir ses positions qui étaient notamment jusqu'alors anticléricales, et opère un renouveau idéologique.

Dans les années soixante, quand l'Affaire de Louvain fait surface, les libéraux belges restent unis et l'unité nationale devient le centre de leurs occupations. Le président de l'époque tient

un discours fort sur le nationalisme belge, il dit vouloir lutter contre toute attaque aux liens qui existent entre les communautés, etc. Mais ce discours ne fait pas long feu et en 1968, une partie de l'aile flamande du parti libéral parle de sa volonté de scission de BHV et d'autres sujets touchant les entités fédérées. « Le libéralisme belge unitaire vit petit à petit ses dernières heures ». Le parti implose en divers mouvements et partis (Delwit, 2002, p.184-193). En 1977, le processus de division linguistique est acté. Nous avons d'un côté le *Partij voor Vrijheid en Vooruitgang* et, de l'autre, le *Parti pour les réformes et la liberté en Wallonie*. En 1999, il devient le plus grand parti flamand.

Le parti est un parti libéral, qui est passé de positions bien tranchées, presque radicales, à un positionnement moins radical, quand il a été davantage confronté aux réalités de la société. Concernant les questions communautaires, le parti adopte diverses positions. En effet, dans les années quatre-vingt, le parti se radicalise, il se dit en faveur de la régionalisation de la sécurité sociale, il présente un modèle confédéral, il veut la suppression des facilités linguistiques, il prône l'autonomie fiscale des régions, etc. Cela s'explique notamment par l'intégration d'anciens membres de la *Volksunie* au sein du parti. Par ailleurs, en devenant le *Vlaamse Liberalen en Democraten* (VLD), le parti devient le premier à intégrer le mot *Vlaams* (Flamand) dans son nom. Cependant, les propose se tempèrent avec Guy Verhofstadt et Louis Michel (MR). En effet, ceux-ci présente un « contrat d'alliance » un peu avant les élections de 2003, et « s'engagent à partager le même destin postélectoral » (Dedecker, 2011, p.142). Le parti reste donc prudent et mesuré sur les questions communautaires (Dedecker, 2011, pp.129-143).

### *Socialistische Partij anders*

Le Sp.a provient de la scission linguistique d'un des trois partis traditionnels : le parti socialiste belge (PSB). Le *Socialistische Partij anders* choisit alors la dernière partie de son nom *anders* (autrement) en référence à ses liens avec la partie francophone de l'ancien PSB et sa nouvelle orientation pour quitter ses origines historiques. La différenciation des deux ailes est davantage confirmée lorsqu'en 2007, le Sp.a entre dans l'opposition au niveau fédéral, et le PS entre dans la coalition. Cependant les deux partis demeurent proches idéologiquement parlant, et restent des partenaires de négociation.

En 2002, un cartel entre le parti et *Spirit*, un parti régionaliste qui a puisé ses origines dans l'ancienne *Volksunie*, apparaît. C'est alors vu comme l'opportunité « de construire un grand mouvement de gauche, flamand et progressiste » par les membres du parti (Dandoy, 2011, p.86). En 2003, les élections sont un succès pour le cartel qui est deuxième en Flandre derrière

le VLD. Cependant, en 2004, le Sp.a devient le quatrième parti de Flandre, ce qui représente alors un échec. En 2008, après plusieurs échecs électoraux, *Spirit* change de nom et des tensions internes apparaissent, le cartel n'existe plus.

Au niveau du programme défendu par le Sp.a, les thématiques concernant les matières sociales sont régulièrement au premier plan. Les réformes de l'Etat ou les enjeux communautaires ne sont pas souvent des sujets fortement abordés dans les programmes électoraux du parti. Pour illustrer cela, dans celui de 2003, ces sujets ne concernaient que 0.7% et 2.6% du programme du Sp.a. C'est également le cas de Groen ! qui est aussi un parti qui accorde peu d'importance à ces sujets. Cependant, ce n'est pas pour autant que le Sp.a est un fervent défenseur de l'Etat belge, il a, régulièrement, défendu la dévolution de compétences fédérales vers les entités fédérées, tout en « préservant la solidarité entre régions » (Dandoy, 2011, p.96). Les compétences qui devraient être régionales sont multiples selon le parti (Dandoy, 2011, p.83-105).

#### *Groen !*

Groen ! et Ecolo, son pendant francophone, ont toujours été proches, ils forment un groupe parlementaire commun au niveau fédéral depuis 1981, sauf durant la législation de 2003-2007. Ce n'est cependant pas pour cela que les partis sont idéologiquement proches. Dandoy (2011, p.176) explique que « de tous les partis frères en Belgique, c'est le couple écologiste qui est idéologiquement le moins proche ». Ils ont tout de même des liens importants, mais aussi des divergences. Ils ne se retrouvent pas toujours en même temps au pouvoir, notamment comme à Bruxelles en 2003 quand Ecolo quitte le gouvernement fédéral et qu'Agalev y reste (Dandoy, 2011, pp.175-176).

Quand au fédéralisme belge et à l'organisation de celui-ci, nous pouvons étudier le positionnement de Groen ! en se référant à une étude faite en 2011 où l'on demandait aux partis de se positionner quant à l'autonomie régionale. Les parlementaires devaient se positionner « de zéro à dix où la valeur 0 représente une situation où les Régions et Communautés devraient avoir toutes les compétences, la valeur dix signifie que toutes les compétences devraient être attribuées à l'Etat fédéral, alors que la valeur cinq est explicitement présentée comme le *statu quo* » (Dodeigne et al., 2013, p.39). A cette question, les parlementaires de Groen ! avaient une réponse moyenne de 4.90. Ce qui veut dès lors signifier que ce parti n'est pas entièrement en faveur d'une régionalisation importante des compétences fédérales par exemple, ou d'une

autonomie plus importante des régions, comme certains partis flamands le prônent (Dodeigne et al., 2013, pp.39-40).

### *Nieuw-Vlaamse Alliantie*

La N-VA naît officiellement en 2001 de la scission de la *Volkspartij*. Ce nouveau parti représente alors l'influence de droite du mouvement flamand (Pion & Hamme, 2011, p.9). En janvier 2002, la N-VA négocie avec le CD&V afin de constituer un cartel pour les élections de 2003, le parti étant craintif quant à sa capacité de survie après les élections. Dès lors, en 2004, les deux partis se présentent en cartel. En 2008, Bourgeois (N-VA) démissionne du gouvernement flamand, après des tensions internes au sein du cartel quant aux négociations qui ont lieu au niveau fédéral sur les questions institutionnelles. C'est la fin du cartel. En 2009, le parti est le grand gagnant des élections flamandes (van Haute, 2011b, pp.201-211). Et en 2010, aux élections fédérales, la N-VA rencontre un grand succès et devient le plus grand parti belge (Beyens et al., 2017, p.392). Les positions divergent au sein des héritiers de la *Volkspartij* quant à la place de la Flandre et au futur de la Belgique. « La N-VA voit la Flandre comme un Etat indépendant dans l'UE, en alliance avec d'autres régions » (van Haute, 2011b, pp.210-211).

Le parti défend une régionalisation accrue des compétences jusqu'à connaître l'indépendance de la Flandre sur le long terme, comme ses prédécesseurs le prônaient aussi. Cependant, c'est sur l'avenir de la Flandre nationaliste que les questions se posaient au sein de la *Volkspartij* à l'époque. A l'intérieur du parti d'origine, certains souhaitaient tourner davantage vers une idéologie de « gauche ». La N-VA, quant à elle, s'est positionnée sur un axe plus à « droite » sur le plan socio-économique et sur une idéologie plus dure sur la question du nationalisme. C'est en 2010 que le parti écrit clairement dans son manifeste qu'il souhaite le confédéralisme, les membres du parti souhaitent supprimer le Sénat et modifier la Chambre des représentants pour qu'elle devienne un parlement où les régions se rassemblent afin de discuter quelles compétences doivent être transférées au niveau confédéral, ainsi que leurs moyens de financement (Beyens et al., 2017, pp.391-393).

### *Vlaams Belang*

Le Vlaams Belang (VB) naît en 2004. Le Vlaams Blok qui est l'ancien nom du parti, est un successeur de la *Volkspartij* qui était alors, selon le futur VB, devenu trop peu extrémiste dans sa défense du nationalisme flamand, ainsi que trop à gauche sur certaines questions. La plupart des membres sont d'abord recrutés au sein du mouvement flamand. Fin des années quatre-vingt, les élections sont un grand succès pour le parti. En 1991, a lieu le « dimanche noir », le VB

connaît alors un réel succès aux élections, il est le « principal vainqueur des élections » (Pauwels, 2011, p.220). Cela provoque une certaine réaction au sein du paysage politique belge, le cordon sanitaire est alors créé. Le parti connaît plus tard divers problèmes avec la justice, en 2004 il est condamné par la Cour d'Appel de Gand pour violation de la loi anti-racisme. Le parti décide alors de se renommer sous le nom de Vlaams Belang et de tempérer son discours. En 2004, le parti connaît toujours un succès électoral, mais celui-ci ne continue pas réellement d'augmenter par après et connaît une défaite en 2009.

Le VB a toujours prôné l'idée d'une Flandre indépendante au sein de son programme, il souhaite donc la suppression totale de l'Etat belge, pour que la Flandre puisse protéger ses intérêts. Par ailleurs, le parti veut originellement engager un processus qui va plus loin que la suppression de l'Etat, il veut un rattachement au Pays-Bas. Ce rattachement est moins mentionné dans les discours plus récent et nous ne rencontrons pas cette idée au sein des interventions des représentants politiques du parti dans notre corpus. Par ailleurs, ce n'est pas uniquement la Belgique qui serait le problème pour l'indépendance totale de la Flandre. En effet, la thématique de l'immigration prend de l'importance dans le discours du VB. Le parti veut complètement l'arrêter pour permettre à la Flandre de s'homogénéiser. Ce discours va donc plus loin que les discussions communautaires de la Belgique, il chevauche également les débats sur la politique belge de l'immigration.

En outre, les positions que le parti adoptent au niveau socio-économique chevauchent également celles sur les différences communautaires et sur l'immigration. En effet, le parti affirme que les Wallons et les immigrés abusent des services sociaux et dénonce le fait que la Flandre transférerait des milliards vers la Wallonie et Bruxelles. Il prône donc la séparation de la sécurité sociale (Pauwels, 2011, pp.219-227).

#### *Analyses préliminaires du corpus de chaque parti*

Après avoir présenté chaque parti, la figure 2 montre ci-dessous un tableau reprenant la représentation de chaque parti au sein du corpus politique général. Par exemple, Groen ! est le parti qui s'exprime le moins dans le corpus puisque son corpus représente uniquement un peu moins de 9% du corpus entier. Nous proposons ce graphique pour comprendre l'écart important qu'il existe entre le nombre de mots débités par parti. Certains partis se sont donc moins exprimés que d'autres, et inversement. C'est un élément à ne pas omettre lors de l'analyse de données quantitatives et lors de la réponse à notre hypothèse. Nous constatons que c'est le

CD&V qui a le corpus le plus opulents et Groen ! et le Vlaams Belang se partagent presque la dernière place.

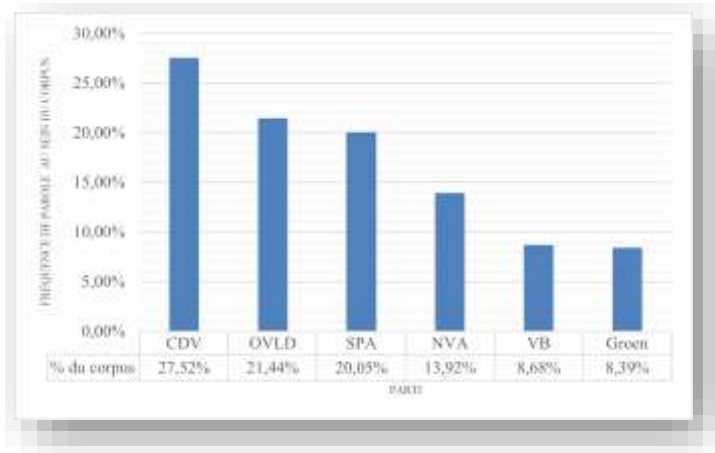


Figure 2 - Répartition du corpus par parti

Ci-dessous nous proposons la figure 3 qui reprend la fréquence à laquelle chaque parti utilise le pronom *we* ou *wij* au sein de son corpus. Nous aurions pu calculer la fréquence d'utilisation du *we* et du *wij* par rapport au corpus entier du parti. Cependant, cela revient à de faible chiffre. Le plus élevé étant par exemple le nombre d'occurrences du *we* pour le Sp.a qui atteint 1.88% Signifiant dès lors que 1.88% des mots choisis par le Sp.a est le *we*. Pour permettre d'avoir une idée à quelle fréquence ces pronoms sont utilisés par rapport aux autres pronoms personnels, nous proposons ici un tableau prenant en compte le nombre total de *we* et de *wij* prononcés par le parti selon le nombre de pronoms personnels utilisés par les interlocuteurs du parti.

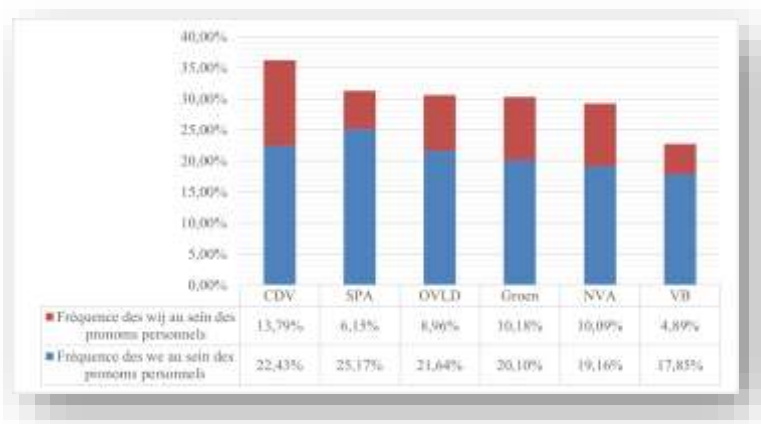


Figure 3 - Fréquence des *we* et *wij* selon l'utilisation des pronoms personnels par les partis

Tout partis confondus, l'utilisation du pronom *we* est plus fréquente que celle du *wij*. Ce qui signifie donc que les représentants politiques ont davantage tendance à utiliser le *we* que la forme contrastée *wij* pour s'exprimer en 'nous' en Néerlandais. Ces chiffres nous permettent de comprendre l'importance de l'utilisation du pronom *we*. En effet, les partis utilisent en moyenne 21% du temps le pronom *we* lorsqu'ils utilisent un pronom personnel. Le phénomène est le plus important pour le CD&V qui atteint presque 23% d'utilisation du *we*. La fréquence du *wij* est plus faible. En effet, les partis utilisent en moyenne le *wij* dans 9% des cas où ils utilisent un pronom personnel. Nous voyons des variations importantes, notamment entre le Vlaams Belang et le CD&V puisque ce dernier utilise plus de trois fois plus de *wij* que le Vlaams Belang.

A présent, la figure 4 présente un tableau des fréquences d'utilisation des pronoms *ze* et *zij* au sein de l'utilisation des pronoms personnels des partis.

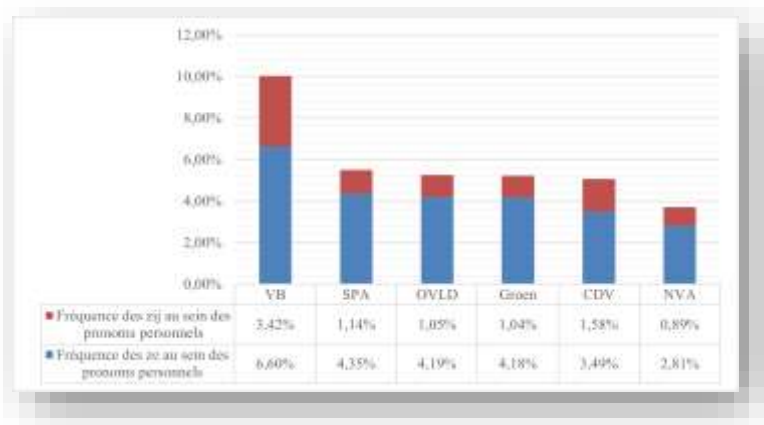


Figure 4 - Fréquence des *ze* et *zij* au sein du corpus des pronoms personnels

Grâce à l'histogramme et au tableau, nous comprenons que le Vlaams Belang utilise largement plus les deux pronoms *ze* et *zij*, par rapport aux autres partis. Cependant, après une analyse sur Iramuteq, les deux pronoms ne représentent en moyenne que 5% du corpus des pronoms personnels, et seulement 3% pour la N-VA, ce sont des niveaux assez bas.

Nous clôturons ici la deuxième partie de ce mémoire dédiée à la méthodologie. Elle a permis d'établir chaque étape qui seront primordiales pour procéder à l'analyse complète et réfléchie que nous proposons dans la prochaine partie.

### **Partie III – Résultats : Analyse du corpus et réponses à la question de recherche**

Cette troisième partie analysera les résultats obtenus lors de l'étude du corpus selon la méthodologie détaillée dans la partie précédente. Pour répondre à chaque hypothèse, nous

ferons respectivement pour les deux hypothèses, une partie présentant les principales données quantitatives obtenues. Ensuite, nous proposerons une présentation davantage qualitative à l'appui de différents exemples. Nous nous exécuterons de cette façon pour répondre aux deux hypothèses émises dans le but de répondre à la question de recherche qui est posée dans ce travail. Afin d'illustrer les données quantitatives, nous proposons des graphiques accompagnés d'une légende colorée.

## Chapitre 7 – Résultats à propos de la hiérarchisation des identités

En premier lieu, sous forme de graphique et de tableau de valeurs, nous proposons de la figure 5 à la figure 8, les résultats quant à la répartition des  $w_e$  et des  $w_{ij}$  dans les différentes catégories et sous-catégories, selon les partis. Au sein de ces graphiques, nous avons regrouper sous des couleurs similaires les sous-catégories faisant partie des mêmes catégories. Tout d'abord les sous-catégories faisant partie de la catégorie 'Général' sont en bleu (Belgique, généralité et représentants politiques). Le rouge (parti), orange clair (cartel) et le jaune (famille politique) sont les sous-catégories représentées sous la catégorie parti. La catégorie 'flamand' est représentées en vert (vert foncé : Flandre et vert clair : représentants flamands). La catégorie divers est représentée en mauve.

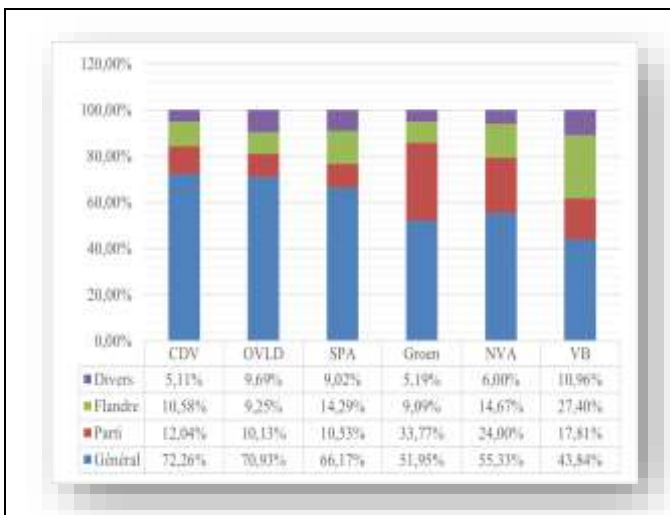


Figure 5 - Fréquence des  $w_e$  au sein des catégories selon les partis

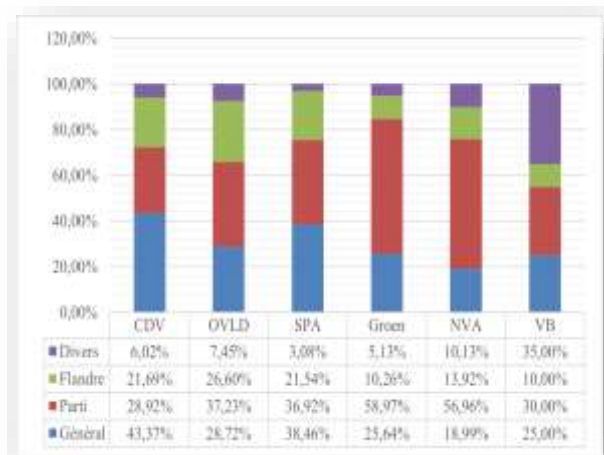


Figure 6 - Fréquence des  $w_{ij}$  au sein des catégories selon les partis

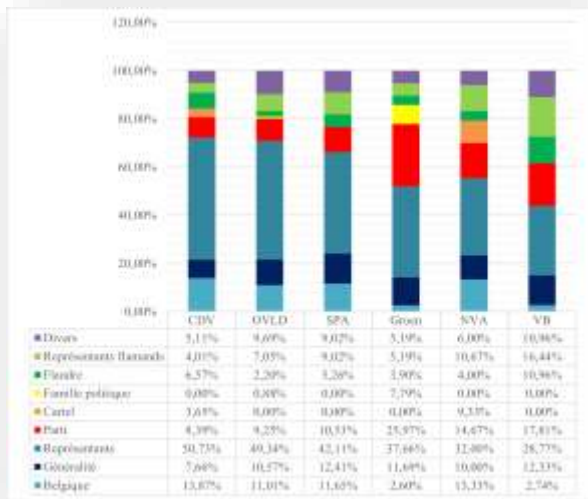


Figure 7 - Fréquence des we selon les sous-catégories au sein du corpus de chaque parti

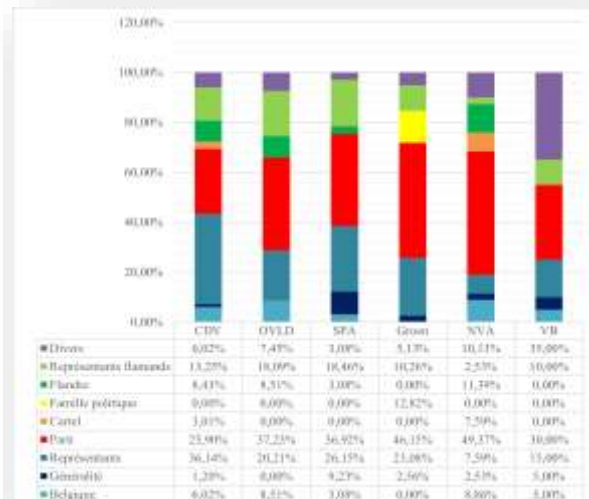


Figure 8 - Fréquence des wij selon les sous-catégories au sein du corpus de chaque parti

Quand nous analysons la différence d'utilisation des pronoms étudiés au sein des catégories, le premier contraste le plus important que nous attestons est celui entre l'utilisation des *we* et des *wij* au nom de la catégorie 'Général'. En effet, celui-ci perd la moitié de ses points de pourcentages entre les deux. Il passe, en moyenne, de 60% pour les *we* et est alors la catégorie la plus représentée au sein des corpus de tous les partis, à 30% de fréquence en moyenne pour le *wij*. Le deuxième contraste se trouve au sein de la catégorie parti. Il apparaît, en moyenne dans 18% des cas pour les *we* et dans 40% des cas pour les *wij*. Les représentants politiques sont donc plutôt amenés à utiliser la forme contrastée quand ils parlent au nom de leur parti, pour, probablement, insister sur le fait que l'intervention concerne bien uniquement leur parti, par rapport à d'autres partis.

Dans l'exemple 10, en 2010, Frieda Brepoels (N-VA) s'exprime au nom de son parti, en contrastant le fait qu'ils font l'opposé du Vlaams Belang.

(10) Wij zien de toekomst van Vlaanderen in Europa. Wij plooiën ons niet terug zoals het Vlaams Belang binnen Vlaanderen.

Traduction : Nous voyons l'avenir de la Flandre en Europe. Nous ne nous replierons pas en Flandre comme le Vlaams Belang.

Nous voyons qu'à deux reprises, Frieda Brepoels s'exprime en contraste avec ce que le Vlaams Belang pourrait penser.

Si nous examinons ensuite ces résultats sous l'angle de la hiérarchisation des identités par ces élus politiques, pour le pronom *we*, ils mettent tous en avant une identité davantage rattachée à l'Etat fédéral, puisqu'ils s'expriment tous davantage au nom des représentants politiques du fédéral. Ensuite, la deuxième identité la mieux exprimée diffère entre les partis. Pour Groen ! et le VB, c'est le parti qui est le deuxième mieux représenté pour les *we* (presque 26% pour le premier et 18% pour le deuxième). Le Sp.a s'exprime ensuite le plus en termes de généralités. Pour tous les autres partis, c'est la sous-catégorie dédiée à la Belgique qui vient en deuxième position.

Si nous gardons ce même angle en ce qui concerne les *wij*, la fréquence la plus haute est, pour tous les partis sauf le CD&V, la sous-catégorie 'parti'. Pour le CD&V, c'est la sous-catégorie 'représentants' qui observe le pourcentage le plus élevé (36%). Pour le deuxième niveau, la N-VA retrouve son pourcentage le plus élevé pour la sous-catégorie 'Flandre', le VB pour la sous-catégorie 'divers', le CD&V pour la sous-catégorie 'parti' et le reste des partis pour la sous-catégorie 'représentants politiques'.

C'est la catégorie 'divers' qui est la moins représentée autant dans les *we* que dans les *wij* (7.59% des *we* et 7.77% des *wij*). Comme expliqué dans le cadre de l'opérationnalisation de la variable, cette catégorie ne nous intéresse pas dans le cadre de notre étude, nous décidons de ne pas la prendre en compte dans les analyses qualitatives.

Après avoir observé rapidement les premières impressions que nous pouvons tirer de chacun de ces tableaux, regardons, pour chaque catégorie et sous-catégorie, les résultats que nous pouvons noter pour notre analyse.

#### *Catégorie 'Général'*

Lorsque nous nous intéressons à la première grande catégorie 'général' et à ses sous-catégories, nous rappelons que, tout partis confondus, c'est la catégorie la plus fréquente lors de l'utilisation du *we*.

Nous remarquons que les deux partis (Groen ! et VB) scorant moins bien en général à la catégorie sont deux partis qui n'ont participé à aucune des coalitions fédérales de la période des débats que nous étudions. Par ailleurs, la N-VA suit de très près ces deux partis, et a participé à une coalition gouvernementale sur deux années comprises dans notre étude, ce qui est moindre que les autres partis (CD&V, VLD, Sp.a). Par ailleurs, le CD&V, l'OpenVLD et le Sp.a sont issus également des trois grands partis traditionnels et ont été longtemps vu comme

important pour la formation des coalitions, surtout pour le CD&V et le VLD. Ceci pour expliquer l'utilisation davantage fréquente du pronom *we* au nom de façon générale. En outre, le CD&V et le VLD scorent tout les deux aux environs de 50% quant il s'agit de s'exprimer au nom des représentants politiques fédéraux, les deux partis se sont partagés le siège de Premier Ministre du gouvernement fédéral durant la période des débats. Ceci pourrait expliquer ce résultat.

Généralement, les partis utilisent largement moins le *wij* au nom de la catégorie générale puisque celle-ci perd, en moyenne, la moitié de ses points de pourcentage. Cependant, nous retrouvons les mêmes tendances que celles observées pour le *we* puisque les trois grands partis traditionnels sont à nouveau en tête des fréquences (le VLD, CD&V et Sp.a).

Si nous revenons à notre hypothèse, nous pouvons avancer une réponse mitigée. En effet, nous ne voyons pas une tendance différente qui se dessine entre les partis dits communautaires (VB, N-VA et, dans une moindre mesure, le CD&V) et les autres partis (Groen !, OVLD, Sp.a), puisque tous les partis obtiennent des pourcentages élevés au sein de la catégorie général, notamment pour le pronom *we*. Cependant, nous voyons qu'il existe clairement une tendance pour la N-VA et le VB à utiliser moins régulièrement la catégorie générale que les partis dits traditionnels tels que le CD&V, l'OpenVLD et le Sp.a. Mais Groen ! obtient des résultats semblables à ceux des partis dits régionalistes. Cela peut potentiellement s'expliquer par le fait que le parti n'a fait partie d'aucune coalitions fédérales dans la période étudiée.

### *Parti*

Au sein de la grande catégorie 'parti', les sous-catégories 'famille' et 'cartel' sont, sans surprise, sous-représentées. Nous voyons qu'il est très rare qu'un parti s'exprime au nom de la famille politique qu'il forme avec son homologue francophone, s'il en a. Cependant, tous les partis étudiés ici ne possèdent pas d'homologue. C'est uniquement le cas de Groen ! qui forme un groupe avec Ecolo, le Sp.a avec le PS (parti socialiste), l'OpenVLD avec le MR (mouvement réformateur) et le CD&V avec le cdH (centre démocrate humaniste). Tous n'entretiennent pas toujours des relations proches avec leur parti frère, comme nous l'avons vu dans la présentation des partis.

C'est également le cas pour la catégorie 'cartel', peu de représentants s'expriment au nom d'un potentiel cartel qu'ils formeraient avec un autre parti. Voici une liste non-exhaustive des différents cartels existants dans la période couverte par notre corpus :

- le CD&V et la N-VA de 2002 à 2008 (Van Haute, 2011a, p.205-206),
- Sp.a et Spirit de 2003 à 2007 (Dandoy, 2011, p.86-91),
- Vivant et le VLD de 2004 jusqu'à leur fusion en 2007 pour former l'OpenVLD (Dedecker, 2011, p.130),
- le Vlaams Belang se présente en cartel avec VLOTT, un petit parti, aux élections de 2006 et 2007 (Dedecker, 2011, p.134)

Concernant cette catégorie, différentes choses intéressantes apparaissent. Tout d'abord, comme expliqué pour la catégorie précédente, en moyenne, la fréquence d'utilisation du pronom double quand nous passons du *we* au *wij*. Parfois ce phénomène a une ampleur encore plus importante. Par exemple l'OpenVLD utilise 10% de ses *we* au nom de la catégorie 'Parti', contre 37% de ses *wij*.

Ensuite, l'élément le plus frappant est le fait que, selon les résultats, Groen ! est le seul parti (avec l'OpenVLD mais pour seulement 0.88% de son corpus) à utiliser le *we*, ou le *wij*, au nom de sa famille politique et ce, à presque 8% de son corpus, qui est à peine moins que la fréquence d'utilisation du *we* au nom des flamands qui atteint 9%. Nous pourrions donc avancer que Groen ! s'exprime, à fréquence quasi équivalente, autant au nom de la famille politique qu'elle forme avec Ecolo qu'au nom des flamands.

En outre, Groen ! est le parti qui s'exprime le plus fréquemment au nom de son parti. Cette sous-catégorie représente plus d'un quart de son utilisation des *we*, aucun autre parti ne score aussi haut. Cela peut être imputé au fait que le parti n'a été engagé dans aucune coalition flamande ou fédérale durant la période étudiée. Le Vlaams Belang est dans la même situation que Groen !, il a été membre d'aucune des coalitions concernant la période étudiée, ni au niveau fédéral, ni au niveau flamand. Pourtant, il ne score pas spécialement haut par rapport aux autres partis dans les catégories ou sous-catégories dédiées au parti, hormis le fait qu'un tiers de son corpus des *wij* est utilisé au nom de son parti. Par contre, la N-VA suit Groen ! de près, le parti score toujours au-dessus de la moyenne, autant pour la catégorie que pour les sous-catégorie 'parti' et 'cartel', puisqu'il a formé un cartel avec le CD&V.

Etonnamment, le Sp.a ne s'exprime jamais au nom du cartel, cela est probablement dû à l'échec électoral qu'ils vivent tout les deux au sein du partenariat en 2008. Les élus du parti ne s'expriment pas non plus au nom de leur famille politique. Nous constatons la même chose pour le CD&V qui ne parle jamais du cdH, cela est sans doute dû à l'éloignement idéologique des deux partis. En parlant du CD&V, c'est le parti qui score le plus bas quant à l'expression

au de son parti. Cela est sans doute dû à l'utilisation importante du *we* au nom de la catégorie 'Général'. Cependant, le CD&V, dans une moindre mesure que la N-VA, s'exprime au nom du cartel que les deux partis forment ensemble. Ce sont les seuls qui le font.

Concernant le VLD, nous voyons que les partis libéraux frères sont encore relativement proches dans l'expression du VLD à 0.88% au nom de cette famille politique. Ce chiffre reste cependant relativement bas.

Ce que ces résultats nous montrent quant à la hiérarchisation des identités est notamment que Groen ! est un parti qui, visiblement, met un point d'honneur à son identification partisane. Ceci a été imputé au fait que le parti ne se trouve dans aucune coalitions sur la période étudiée, c'est une hypothèse qui vaudrait le coup d'être étudiée. Le VB et, dans une moindre mesure, la N-VA sont également dans la même situation quant à l'utilisation des *we*. Nous voyons que les trois partis traditionnels (CD&V, OpenVLD et Sp.a) se retrouvent à nouveau tous les trois dans le même cas et s'exprime très peu, pour les *we* au nom de leur parti. Cependant, le résultat est hautement différent pour les *wij* puisque la moyenne des scores double.

### *Flamands*

Cette catégorie est primordiale pour répondre à notre question de recherche, elle permettra d'avancer des éléments cruciaux pour infirmer ou confirmer notre hypothèse.

De façon générale, sans la catégorie 'divers', c'est dans la catégorie concernant les Flamands que les *we* et les *wij* sont le moins fréquemment utilisés. Ce résultat indique donc que, pour tous partis flamands confondus, ces derniers ont davantage tendance à s'exprimer en termes généraux ou au nom de la Belgique et de ses représentants politiques, ou encore de leur parti pour les *wij*, qu'en parlant au nom des Flamands. Par ailleurs, lorsque les interlocuteurs s'expriment au nom des Flamands, ils le font plus fréquemment au nom des représentants politiques flamands et non au nom de la Flandre dans sa globalité. Le *wij* présente une fréquence d'utilisation de cette sous-catégorie plus importante que pour le *we*. C'est intéressant, puisque le *wij* sert notamment à accentuer et à mettre en évidence le fait que ce soit « nous » et pas les autres. C'est donc une piste à explorer dans la suite de notre travail. Cependant, lorsque nous regardons les résultats obtenus au sein de cette catégorie pour chaque parti, les résultats diffèrent entre ces derniers.

En suivant la constitution de notre hypothèse, nous divisons le spectre des partis en deux blocs l'un étant le groupe des partis qui ont des positions fortes concernant les questions

communautaires, l'autre concerne le reste des partis. Dans le premier groupe nous retrouvons le CD&V, la N-VA et le Vlaams Belang qui se positionnent à des degrés différents sur les questionnements communautaires.

Tout d'abord, pour les *we*, nous voyons que le VB est le parti qui s'exprime, pour les *we*, le plus fréquemment au nom des flamands si nous regardons uniquement les catégories, davantage au nom des représentants politiques flamands, ce qui peut paraître étonnant puisque le parti n'a participé à aucune coalition gouvernementale au niveau flamand. Cependant, son score baisse fortement dans l'utilisation des *wij*, ceci infirme donc notre hypothèse. Au sein de ce groupe de partis, c'est le CD&V qui score le plus haut pour les *wij* et l'utilisation de cette catégorie. Il score davantage dans la sous-catégorie dédiée aux représentants politiques flamands, ce qui peut être expliqué par le fait que le ministre-président flamand de la période étudiée était systématique un membre du CD&V jusqu'en 2014. Cependant l'OpenVLD est en tête de l'utilisation de la catégorie pour les *wij*. Ce dernier élément ne permet donc pas de confirmer totalement notre hypothèse. Par contre, ce qui pourrait amener un élément de réponse est le suivant : le CD&V et l'OpenVLD ont participé à une majorité des coalitions gouvernementales flamandes de la période étudiée. Ceci peut être considéré comme un élément intéressant concernant les résultats obtenus pour l'OpenVLD puisque ce parti s'exprime généralement plus fréquemment au nom des élus politiques flamands qu'au nom de la Flandre dans sa globalité. Cela pourrait donc traduire l'utilisation de ce pronom non pas en s'identifiant à la communauté, mais bien à ceux qui la gouvernent.

La N-VA est également un parti qui a participé aux coalitions flamandes. Ce parti accepte des positions fortes quant aux questions communautaires, mais ce n'est pas pour autant qu'il atteint des fréquences d'utilisation de la catégorie importantes, il tourne autour de la moyenne.

Ces éléments de réponse permettent de valider en partie la première hypothèse que nous avons émise. En effet, la N-VA et le VB sont les partis qui ont les positions les plus extrêmes en termes de questions communautaires dans le spectre des partis dont le discours est étudié ici et ils présentent le plus haut taux d'identification à la Flandre dans sa globalité et au nom des représentants politiques flamands pour le *we*, cela confirme donc notre hypothèse.

Concernant le CD&V et le *we*, les scores sont plutôt bas dans chacune des sous-catégories (soit 4% pour les représentants flamands et 6% pour la Flandre), alors que d'autres partis, pourtant plus nuancés sur les questions concernant les communautés atteignent des

pourcentages plus élevés. En effet, par exemple, le Sp.a score plus haut. Ce qui pourrait expliquer le score élevé du parti socialiste flamand est le fait qu'il participe à plusieurs coalitions gouvernementales flamandes sur la période étudiée. En outre, il y participe à quelques unes avec son partenaire le Spirit. Ce dernier est issu de la Volksunie, un ancien parti radical sur les questions communautaires qui prônait notamment le confédéralisme. L'explication pour le CD&V peut dès lors venir du fait que le parti score haut dans la catégorie générale. Nous pourrions dès lors avancer qu'il hiérarchise et met davantage son identité belge, et son identité de parti traditionnel qui a une place importante au niveau fédéral, plutôt que son appartenance communautaire. Au sujet du VLD, le score est assez bas pour le *we*, mais plutôt haut pour le *wij*. Ceci peut s'expliquer par le fait que le parti a participé à plusieurs coalitions gouvernementales flamandes entre 2009 et 2014. La situation de Groen ! confirme notre hypothèse puisque autant pour les *we* que pour les *wij*, le parti atteint des pourcentages relativement bas quant à l'identification à la communauté néerlandophone.

Il semble compliqué d'adopter une position tranchée quant à la validation ou l'infirmité de l'hypothèse au vu des résultats que nous avons présenté ici. En effet, quelques uns de ces résultats semblent confirmer l'hypothèse dans le sens où Groen ! qui est un parti relativement neutre sur les questions communautaires ne hiérarchise pas son identité flamande sur son identité partisane, ou belge par exemple. Par ailleurs, nous pouvons observer des scores hauts pour le VB et la N-VA en ce qui concerne les *we* par rapport aux autres partis. Cependant, tous les partis semblent privilégier leur identité en tant qu'élus politiques et/ou en tant qu'élus d'un certain parti, plutôt que de se référer à son identité flamande. Ce qui infirme donc largement notre hypothèse.

Au vu de ces résultats et de la présentation des partis, nous décidons, pour plus de clarté, de diviser les partis ayant une position idéologique davantage régionale que les autres. Nous mettons donc dans le premier groupe le Vlaams Belang, la N-VA et, dans une moindre mesure, le CD&V. Le deuxième groupe se constituera du Sp.a, de Groen ! et de l'Open VLD.

La réponse à la première hypothèse se trouve être mitigée. En effet, en ce qui concerne d'abord les *we*, nous avons bien observé dans les résultats que le Vlaams Belang (anciennement Blok) et la Nieuwe-Vlaams Alliantie, qui sont les deux partis régionalistes du corpus, sont les partis qui s'expriment le plus au nom des Flamands et qui hiérarchiseraient donc cette identité davantage que les autres. Ce n'est pas pour autant qu'ils privilégient cette catégorie. En effet, ils scorent mieux au niveau de la catégorie 'général', autant pour les *we* que pour les *wij* pour lequel ils scorent surtout au niveau de la catégorie 'parti'. Les deux partis parlent davantage au

nom des représentants politiques fédéraux qu’au nom des flamands, pour les *we* et les *wij*. Les deux partis régionalistes parlent tout deux davantage au nom des représentants politiques belges dans leur globalité, qu’au nom des hommes et femmes politiques de leur communauté.

Cependant, cette tendance n’exclut pas les autres partis. En effet, pour le Sp.a, qui se trouve à l’autre extrême en ce qui concerne le débat communautaire, nous observons que le parti s’exprime presque autant au nom des Flamands que la N-VA.

En ce qui concerne l’utilisation du pronom *wij*, ce ne sont pas les partis régionalistes qui sont les plus fréquents au niveau de l’utilisation du pronom au nom des flamands. En effet, l’Open VLD, le CD&V et le Sp.a les dépassent largement. Par ailleurs, le VB et la N-VA préfèrent davantage s’exprimer au nom de leur parti. Ceci confirme d’une certaine façon notre hypothèse, puisque s’ils s’expriment au nom de leur parti, c’est qu’ils excluent les francophones, mais également les flamands ne se ralliant pas à leur appartenance partisane.

#### Chapitre 8 – Résultats à propos de l’identification de l’autre

Afin d’étudier la deuxième variable dépendante et donc pour répondre à la question de recherche, nous présentons les figures 9 et 10 qui illustrent les fréquences de *ze* et de *zij* qui représentent les catégories que nous avons définies dans la méthodologie. Nous cherchons ici à voir comment chaque parti définit le plus fréquemment l’autre. En d’autres termes, nous cherchons à analyser quels référents se cachent le plus régulièrement derrière l’utilisation des deux pronoms *ze* et *zij*, et donc nous cherchons à voir quel référent est le plus souvent défini comme l’autre au sein des pratiques discursives des partis étudiés.

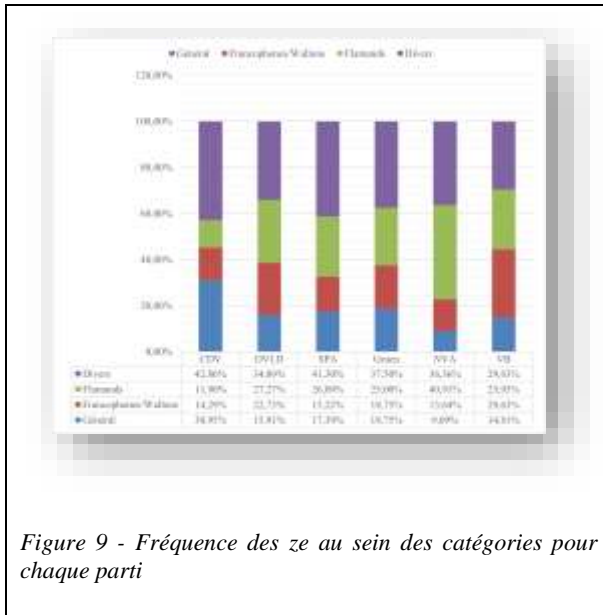


Figure 9 - Fréquence des ze au sein des catégories pour chaque parti

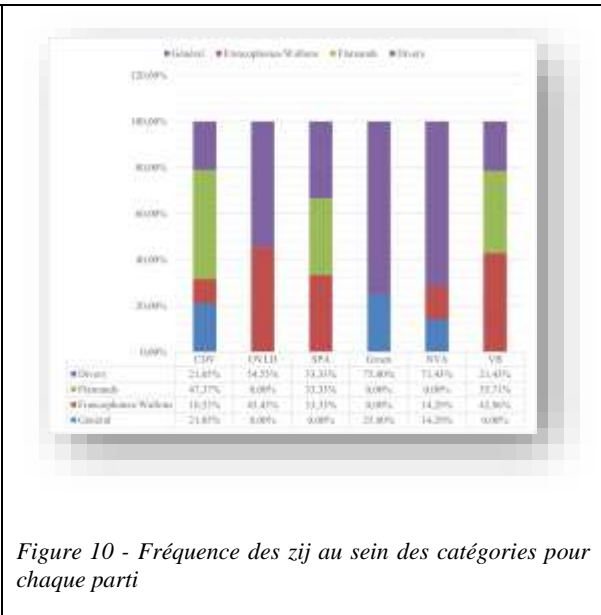


Figure 10 - Fréquence des zij au sein des catégories pour chaque parti

Ce que nous pouvons observer dès le premier coup d’œil est que pour les deux pronoms, la catégorie ‘divers’ est la particulièrement présente, surtout pour Groen ! (trois quart de l’utilisation des *zij*), la N-VA (près de 72% de son corpus de *zij*) et l’Open VLD (55% du corpus des *zij*). Comme pour les pronoms de la deuxième personne, nous décidons de ne pas prendre en compte cette catégorie dans notre analyse puisqu’elle ne permet à nouveau pas de désigner une personne en particulier.

En éliminant la catégorie ‘divers’, nous pouvons déduire des graphiques présentés ci-dessus que les politiques flamands utilisent davantage le pronom *ze* ou *zij* afin de désigner les francophones ou les Wallons, selon le contexte. Ceci permet de confirmer le choix de nos hypothèses, puisqu’il est dès lors pertinent d’étudier cette catégorie qui est largement représentée. Et c’est particulièrement celle-là que nous souhaitons analyser. Pour cette catégorie francophones ou Wallons, en termes de pourcentage, c’est le VB, qui score le plus haut avec près de 30% de l’utilisation du *ze* et 42% pour le *zij* pour désigner les francophones et/ou les Wallons.

Par ailleurs, au vu des résultats, les partis ont une tendance importante à considérer l’autre même au sein de leur propre communauté. En effet, les partis se différencient en termes d’appartenance partisane surtout. Nous observons cette tendance chez chaque parti. Par exemple, la N-VA utilise, dans 41% des cas d’utilisation du *ze*, le pronom pour désigner un autre membre de la communauté flamande. Le phénomène se retrouve également dans

l'utilisation du *zij* par le CD&V. Les résultats associés à ce parti montrent que près de 50% des *zij* cachent un référent appartenant à la communauté flamande.

Dans l'exemple 11, quand Valkeniers (VB) dit en 2008 :

(11) [...] Laat **ze** maar rustig doen. **Zij** zorgen ervoor dat de CD&V constant van het ene been op het andere been moet dansen. En het uur van de waarheid komt sneller en sneller dichterbij [...].

Traduction : [...] Laissez-les faire. Ils font en sorte que le CD&V doivent constamment danser d'une jambe à l'autre. Et l'heure de vérité approche de plus en plus vite [...].

Ici, le journaliste demandait au représentant du Vlaams Belang si la N-VA était un concurrent pour son parti, et s'ils étaient aussi 'purs' qu'eux. La prise en compte du contexte et de la construction de la phrase nous permet donc de comprendre que Valkeniers parle ici de la N-VA.

Cependant, nous ne voyons pas une réelle tendance entre les deux blocs de partis que nous avons considérés plus tôt dans le travail. En effet, nous ne voyons pas, comme le prévoyait l'hypothèse, se dégager, à première vue, une réelle tendance à l'emploi des pronoms davantage au nom des francophones et/ou Wallons dans les pratiques discursives des partis dits communautaires. C'est pourquoi nous procédons à une analyse qualitative des interventions contenant les pronoms *ze* ou *zij*.

Nous voyons qu'en moyenne, la catégorie 'général' est la moins utilisée dans le cadre de ces débats et de l'utilisation des pronoms *ze* (presque 18%) et *zij* (10%). Ce résultat corrobore ce que nous avons trouvé comme résultats pour la première hypothèse. En effet, nous avons vu que dans la majorité des cas d'utilisation du pronom *we*, les élus politiques l'utilisaient pour s'exprimer au nom de la Belgique, des représentants politiques ou pour des généralités. Nous ne nous attardons pas sur cette catégorie qui n'est pas celle qui nous permettra d'infirmer ou de confirmer notre deuxième hypothèse

Dès lors, nous comprenons que la façon selon laquelle les élus politiques flamands définissent l'autre peut prendre majoritairement deux formes : celle dans le cas où l'autre est à l'intérieur de sa communauté (catégorie 'flamands'), celle où l'autre fait partie de son pays, mais appartient également à une autre entité politique (catégorie 'francophones/Wallons'). Nous nous intéressons particulièrement à cette dernière catégorie qui est celle qui nous permettra de répondre en grande partie à notre hypothèse.

### *Analyse de la catégorie 'francophones/Wallons'*

Afin d'analyser ces interventions selon une certaine grille de lecture qui permettra de valider ou d'invalider l'hypothèse posée ici, nous proposons deux éléments qui seront pris en compte pour l'étude de chaque pronom issu de cette catégorie.

Nous regarderons dans un premier temps quelles unités au sein des francophones le pronom désigne, selon le contexte de l'intervention nous déterminons donc ici le référent du pronom. Deuxièmement, nous observerons si nous pouvons déduire qu'un phénomène d'homogénéisation de l'autre communauté existe dans le discours. Pour cela, nous identifierons si les représentants politiques englobent tous les francophones derrière le référent utilisé dans la phrase, ou s'ils précisent exactement à qui, au sein de la communauté, ils font référence, en regardant le premier point décrit juste avant.

L'exemple 12 permet de comprendre la différenciation entre les deux communautés. En 2004, Van Rompuy dit :

(12) *En de Franstaligen moeten voor een stuk. We moeten met hen de dialoog aangaan, maar zij willen dat op dit ogenblik niet [...].*

Traduction : *Et les francophones doivent s'y mettre. Nous devons entamer un dialogue avec eux, mais ils ne le veulent pas pour le moment [...].*

Ici, nous voyons clairement que le référent caché derrière l'utilisation de cette expression déictique sont les représentants politiques francophones. En utilisant ce pronom comme cela, deux phénomènes doivent être remarquer. Premièrement, Van Rompuy met tous les représentants politiques francophones dans le même panier, il homogénéise la situation, comme si chaque représentant politique francophone individuellement refusait de dialoguer avec les néerlandophones. Par ailleurs, en utilisant également un *we* dans lequel il englobe les représentants politiques néerlandophones, derrière son propos se cache alors l'idée qu'il oppose clairement les élus néerlandophones qui sont prêts à dialoguer contrairement aux francophones. Nous attestons donc ici de la présence des phénomènes d'homogénéisation et de différenciation.

Dans la figure 11 ci-dessous, nous proposons d'observer le taux d'homogénéisation rencontré dans les pratiques discursives de chaque parti selon l'utilisation des deux pronoms. Pour calculer ces taux, nous prenons le nombre de *ze* ou de *zij* utilisés par les partis, et nous y rapportons le nombre de fois qu'une intervention fait preuve d'un cas d'homogénéisation comme nous l'avons exemplifier ci-dessus. Par exemple, le Sp.a présente un taux

d'homogénéisation de 33.33% pour les *ze*. Cela signifie donc que dans près de 30% des utilisations du pronom *ze*, le Sp.a fait preuve d'homogénéisation de l'autre communauté. Ce taux est à 0% en ce qui concerne les *zij* utilisés par le Sp.a pour parler des francophones et/ou des Wallons.

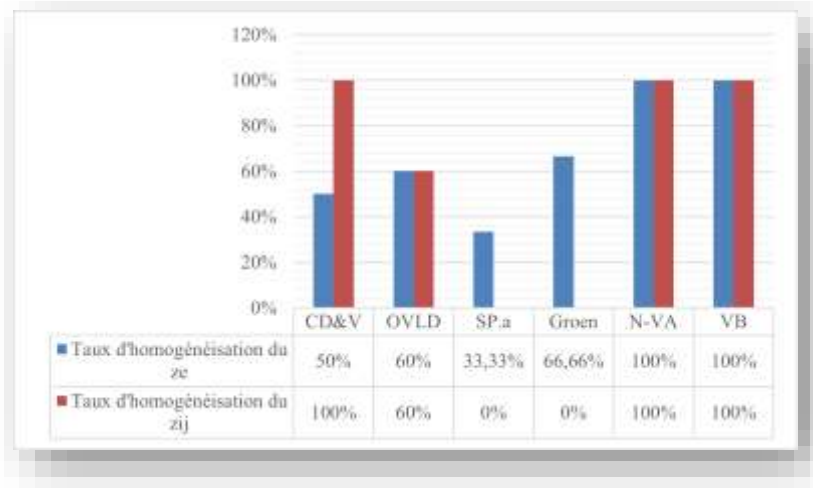


Figure 11 - Taux d'homogénéisation via le *ze* et le *zij* par partis

La première réponse que nous pouvons formuler à propos de l'hypothèse sur l'homogénéisation des communautés, nous pouvons attester qu'il y a effectivement une homogénéisation forte des francophones et Wallons par les représentants politiques flamands. En effet, les moyennes du taux d'homogénéisation des *ze* et des *zij* issus de la catégorie qui nous intéresse pour l'instant sont, respectivement de 68% et 60%, soit la majorité des cas.

Quand nous observons les résultats obtenus par partis, nous voyons que la N-VA et le VB homogénéisent l'autre communauté dans la totalité de leurs discours portant sur celle-ci. Les partis régionalistes auraient donc davantage tendance à être marqués par ce phénomène, ceci confirme une partie de notre hypothèse. Par ailleurs, pour le *zij*, le CD&V présente également 100% de cas d'homogénéisation. Ce qui corrobore le fait que les partis dits régionalistes portent un discours davantage homogénéisant à propos de l'autre communauté.

Cependant, Groen !, qui ne porte pas de discours régionalistes, ou nationaliste flamand, score également haut (66.66%) concernant leur taux d'homogénéisation pour les *ze*, mais à 0% pour les *zij*, puisqu'ils n'utilisent aucun *zij* qui désigne les francophones et/ou les Wallons. Le parti a donc tendance à homogénéiser les francophones sans pour autant les différencier ou les distinguer. Ce qui infirme notre hypothèse en partie.

#### **Partie IV – Discussion et conclusion : comment comprendre les expressions déictiques des représentants politiques ?**

Au fur et à mesure de l'analyse du corpus et de la constitution des catégories d'analyse que nous avons mises au point, nous avons constaté que l'expression de l'identité au cœur d'une société aussi divisée que la Belgique était complexe. En effet, Smith écrivait en 1965 que le pluralisme d'une société est notamment visible quand nous voyons que les institutions sont organisées en fonction des segments communautaires. C'est exactement ce que nous retrouvons en Belgique, puisque les réformes de l'Etat qui ont façonné la Belgique d'aujourd'hui ont amené la création des Régions et Communautés créées sur base des segments communautaires présents en Belgique. Par ailleurs, ces segments sont clairement identifiables dans les pratiques discursives des représentants flamands comme nous l'avons perçu lors de la confection des catégories d'analyse. Il existe donc dans ce pays une sorte d'incompatibilité comme Badie (2009) le définit. En d'autres termes, il est compliqué de mobiliser une identité belge au vu de la complexité des autres identités qui coexistent au sein de l'entité nationale. Cependant, nous pouvons modérer ce propos au vu des résultats obtenus pour la première hypothèse. En effet, la majorité des *we* sont utilisés au nom des représentants politiques de cette entité nationale.

Afin de répondre à chaque hypothèse, nous avons identifié au sein du corpus des expressions qui permettaient de comprendre, comment chaque intervenant se dissociait ou s'identifiait (Fracchiolla, 2006, pp.2-4) au référent qui se cachait derrière le pronom utilisé. Nous avons également compris que les gouvernants avaient parfois un intérêt à construire un imaginaire national autour de l'existence d'une entité, et ce notamment via les médias (Van den Bulck, 2011 ; Anderson, 2006).

Les résultats que nous obtenons dans le cadre de ce mémoire ne sont pas toujours tout à fait conformes aux attentes que nous avons quant à la lecture de la littérature sur l'expression des identités et l'utilisation d'expressions déictiques dans le cadre d'un débat politique. En effet, contrairement à ce que nous attendions en ce qui concerne la première hypothèse, ce ne sont pas les partis qui, selon nous, répondent à la définition de partis dits régionalistes qui sont davantage des fervents utilisateurs des pronoms *we* ou *wij* au nom des Flamands. Il est vrai que ce résultat a été confirmé en ce qui concerne les *we*, mais il a été infirmé par deux éléments. Premièrement, le Sp.a utilise cette catégorie en *we* presque autant que la N-VA, à quelques points de pourcentage près. Deuxièmement, le résultat n'est pas confirmé en ce qui concerne

les *wij* puisque ce sont l'Open-VLD et le CD&V qui utilisent davantage ce pronom au nom des Flamands.

Dès lors, nous pourrions avancer que les positions 'originelles' ou 'stratégiques' (définies par Frogner, 2007, pp. 284-285) permettent de comprendre en partie l'utilisation de pronoms et donc l'expression des identités communautaires ou nationales dans les discours de représentants politiques flamands. Nous émettons ici une limite puisqu'en effet, ce ne sont pas uniquement des partis dits placés du côté 'périphérie' du clivage entre l'Etat central et les nations de Lipset et Rokkan (1967) qui s'expriment le plus fréquemment au nom des flamands, puisque le Sp.a, l'OVLD et le CD&V s'y retrouvent également.

Au-delà de cela, il est pertinent de mentionner que pour les *wij*, le VB et la N-VA préfèrent davantage s'exprimer au nom de leur parti. Ceci confirme d'une certaine façon notre hypothèse, puisque s'ils s'expriment au nom de leur parti, c'est qu'ils excluent les francophones, mais également les flamands qui ne sont pas membres de leur parti. Cela permet d'ajouter un axe aux résultats et de comprendre que la différenciation identitaire dans le discours ne se fait pas uniquement envers les francophones, définis ici comme l'autre communauté, mais également au sein de sa propre communauté.

Quand nous regardons les résultats obtenus pour la deuxième hypothèse, ceux-ci permettent de confirmer notre hypothèse. En effet, nous constatons un phénomène important d'homogénéisation de la communauté voisine quand les interlocuteurs flamands utilisent le pronom *ze* ou *zij*. Cela signifie que lorsque les représentants politiques flamands s'expriment en parlant de membres de l'autre communauté, ils rassemblent tous les membres sans les distinguer, malgré leurs potentiels différences. Ils rendent donc la communauté homogène et ne tiennent pas compte de potentiels désaccords ou différends. Dès lors, cela montre bien que, au vu de la sphère médiatique belge divisée selon les communautés décrite par Sinardet en 2013, un phénomène d'homogénéisation est observable. Les résultats de Sinardet portaient sur le discours des journalistes, ces résultats peuvent être étendus aux représentants politiques d'après notre étude. Par ailleurs, ce phénomène d'homogénéisation est plus important dans les partis dits régionalistes : le CD&V, la N-VA et le Vlaams Belang, ceci a donc confirmé notre hypothèse.

Après avoir rappelé brièvement les résultats que nous obtenons, nous proposons deux limites que nous pouvons émettre envers notre étude. En effet, il est primordial de pouvoir questionner ses pratiques analytiques.

Une première limite que nous pouvons poser à notre étude est que divers facteurs influencent le sentiment identitaire. En effet, Jacquemain et al. (2006, pp.2-4) expliquent qu'il y a trois composantes à la dynamique identitaire. L'identification d'un individu dépend des expériences qu'il acquiert, ainsi que des caractéristiques qu'il hérite. Ensuite, elle dépend également du contexte, mais aussi de la conjoncture liée à l'identité en particulier. Et ceci étant propre à chaque individu, il peut être intéressant d'étudier l'identité à l'échelle individuelle, plutôt que partisane. En restant à l'échelle partisane, le contexte du débat pourrait également être un élément pertinent à prendre en compte.

Une deuxième du mémoire peut être avancée. En effet, l'utilisation des pronoms *we* représente 1.51% du corpus global, en comptant le nombre de mots que les interlocuteurs utilisent, et pour le *wij*, nous arrivons à 0.65%. Nous ne pouvons donc pas globaliser nos résultats à l'ensemble des discours identitaires de chaque parti représenté dans notre étude. Cependant, l'analyse de leur utilisation peut être un simple indicateur de la forme que prend généralement le discours identitaire partisan.

En guise de conclusion, la question posée dans le mémoire était de savoir comment les représentants politiques flamands s'expriment-ils dans le cadre de débats télévisés politiques, et ce, dans une optique de comprendre leur discours identitaire. Les différents résultats que nous avons obtenus nous ont permis de conclure au fait que les partis régionalistes (N-VA et VB) s'expriment davantage en termes communautaires que la plupart des autres, à l'exception d'un seul (le Sp.a). Cependant, au sein de leur propre corpus respectif, ces partis s'expriment davantage au nom des représentants politiques belges qu'au nom des politiques issus de leur propre communauté. Par ailleurs, les résultats issus de l'étude de l'utilisation des pronoms *ze* et *zij* ont permis de conclure au fait que la majorité des interventions qui désignent les francophones présentent cette communauté comme homogènes. Nous observons davantage cette tendance chez les trois partis situés du côté 'périphérie' que du côté 'centre' dans le clivage de Lipset et Rokkan (1967).

Ce qui semble intéressant si nous souhaitons aller une étape plus loin serait de comparer les discours identitaires présents au sein des médias flamands et francophones. En effet, Sinardet et al. (2015, pp.16-18) expliquent que les médias flamands ont un rôle accru de construction identitaire communautaire par rapport à la télévision wallonne. A l'aide d'un corpus francophone, nous pourrions vérifier cet argument de la même façon que nous avons procédé dans le cadre de ce mémoire, afin de comparer les résultats.

## **Bibliographie**

- Anderson, B. (2006). *Imagined communities : Reflections on the origin and spread of nationalism*. (Dauzet, P-E., Trad.). (2e éd.). La Découverte. (Œuvre originale publiée en 1983).
- Amossy, R. (2015). *La présentation de soi : Ethos et identité verbale*. Paris: Presses Universitaires de France.  
[https://www.academia.edu/download/62951430/La\\_presentation\\_de\\_soi-\\_ethos\\_et\\_identite\\_verbale-\\_RUTH\\_AMOSSY20200414-85537-14yaxpe.pdf](https://www.academia.edu/download/62951430/La_presentation_de_soi-_ethos_et_identite_verbale-_RUTH_AMOSSY20200414-85537-14yaxpe.pdf)
- Badie, B. (2009). *La société plurielle entre mythes et réalités*. Dans Javier, S. *A la recherche de la démocratie*. (pp.59-70). Karthala. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03393862/>
- Baggioni, Daniel & J.-M. Kasbarian. (1996). *La production de l'identité dans les situations de francophonie en contact*. Dans de Robillard, D. & Beniamino, M. (eds.), *Le français dans l'espace francophone*. (pp. 855-869). Paris: Honoré Champion Editeur.
- Balibar, É., & Wallerstein, I. (2007). *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.balib.2007.01>
- Bamberg, M., De Fina, A. & Schiffrin, D. (2011). *Discourse and identity construction*. Dans Schwartz, S.J., Luyckx, K. & Vignoles, L. (eds.), *Handbook of Identity Theory and Research*. (pp. 177-199, vol.I). New York, Springer-Verlag New York Inc.  
[https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-1-4419-7988-9\\_8](https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-1-4419-7988-9_8)
- Bernard, N., Lys, M. & Romainville, C. (2020). *Chapitre 1 : Cinquante années de fédéralisation en Belgique : évolutions politiques et institutionnelles*. Dans Xhardez, C., Counet, M., Randour, F., & Niessen, C. *50 ans de fédéralisation de l'État belge : Institutions, acteurs, politiques publiques et particularités*. (pp.21-40). Academia.

- Beyens, S., Deschouwer, K., van Haute, E. & Verthé, T. (2017). *Born again, or born anew : Assessing the newness of the Belgian New-Flemish Alliance (N-VA)*. *Party Politics*, 23(4), 389-399. <https://doi.org/10.1177/1354068815601347>
- Dandoy, R. (2011). *Groen !*. Dans Delwit, P., Pilet, J-B. & Van Haute, E. (eds.), *Les partis politiques en Belgique*. (pp.163-177). Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Dandoy, R. (2011). *Le Sp.a (Socialistische Partij anders)*. Dans Delwit, P., Pilet, J-B. & Van Haute, E. (eds.). *Les partis politiques en Belgique*. (pp.83-105). Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Dandoy, R., & De Decker, N. (2009). *Peut-on encore parler de 'partis frères' en Belgique?*. Dans Pilet, J. B., De Waele, J. M., & Jaumain, S. (eds.), *L'absence de partis nationaux: menace ou opportunité?*.(pp.19-35). Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles. [https://dial.uclouvain.be/downloader/downloader.php?pid=boreal:156979&datastream=PDF\\_01](https://dial.uclouvain.be/downloader/downloader.php?pid=boreal:156979&datastream=PDF_01)
- Davies, B. & Harré, R. (1990) . *Positioning: The discursive production of selves*. *Journal for the Theory of Social Behaviour*, 20(1), 43- 63. <https://www.academia.edu/download/8651928/davids-harrc3a9-positioning-theory1.pdf>
- De Winter, L. (2007). *La recherche sur les identités ethno-territoriales en Belgique*. *Revue internationale de politique comparée*, 14(4), 575-595. <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2007-4-page-575.htm>
- Dedecker, N. (2011). *L'Open VLD*. Dans Delwit, P., Pilet, J-B. & Van Haute, E. (eds.). *Les partis politiques en Belgique*. (pp.130-144). Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles.
- Delwit, P. (2002). *Du parti libéral à la fédération PRL-FDF-MCC*. Dans Delwit, P., (eds.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*. (pp.189-192). Academia

- Delwit, P. (2005). *Petites patries, petits partis ? Les partis régionalistes en Europe*. Dans Delwit, P., Bell, D. S., Bouillaud, C., Dominici, T., Elias, A., Horvath, R. & Van Haute, É. (2005). *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement?*.(pp.7-20). Editions de l'Université de Bruxelles.
- Deschouwer, K. (2000). *Comprendre le nationalisme flamand. Fédéralisme Régionalisme*. <https://popups.uliege.be/1374-3864/index.php?id=285>
- Dodeigne, J., Reuchamps, M., & Sinardet, D. (2013). *L'avenir du fédéralisme en Belgique. Visions des parlementaires fédéraux et régionaux avant l'accord sur la sixième réforme de l'État*. *Revue nouvelle*, 6, 40-55. <https://orbi.uliege.be/handle/2268/150664>
- Dodeigne, J., Reuchamps, M., & Sinardet, D. (2015). *Identités, préférences et attitudes des parlementaires envers le fédéralisme belge après la sixième réforme de l'État*. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 33, 5-52. <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2015-33-page-5.htm>
- Donders, K., Van den Bulck, H., & Raats, T. (2019). *Public service media in a divided country: governance and functioning of public broadcasters in Belgium*. Dans Połóńska, E., & Beckett, C. (eds.). *Public Service Broadcasting and Media Systems in Troubled European Democracies*. (pp. 89-107). Palgrave Macmillan, Cham. [https://www.academia.edu/download/60046595/PSB\\_in\\_Troubled\\_Democracies20190718-49613-ncdnyj.pdf#page=97](https://www.academia.edu/download/60046595/PSB_in_Troubled_Democracies20190718-49613-ncdnyj.pdf#page=97)
- Farhat, N. (2016). *La société plurale est-elle « conflictogène » ? Itinéraire d'un concept structurant de la science politique*. *Critique internationale*, 71(2), 129-147. <https://www.cairn.info/journal-critique-internationale-2016-2-page-129.htm>
- Fortin, G. (2004). *L'Argumentation dans les débats politiques télévisés. Négociations identitaires et co-construction d'un monde commun. D'une logique informationnelle à une*

- sociolinguistique de l'action* [Doctoral dissertation, Université Rennes 2]. Archive.  
<https://hal.laas.fr/UR2-HB/halshs-00003942>
- Fracchiolla, B. (2006). *Systèmes pronominaux et construction d'identité. L'information grammaticale*, 110, 43-48.
- Frazer, E. (1989). *Feminist talk and talking about feminism: teenage girls' discourses of gender. Oxford Review of Education*, 15(3), 281-290.  
[https://www.jstor.org/stable/pdf/1050419.pdf?casa\\_token=MInrpGUCaFEAAAAA:aFx-5LhntBDCh0sIIIF11fr39CpFQIFliO9pQ8LR3A39Ep\\_PJS8rLVB2v37Ew1t5PUPAwMrrQr7NoqmCmkAMMvDp5O3ogYPAvAiR7aQVtJ\\_1IZtaKQ8v-w](https://www.jstor.org/stable/pdf/1050419.pdf?casa_token=MInrpGUCaFEAAAAA:aFx-5LhntBDCh0sIIIF11fr39CpFQIFliO9pQ8LR3A39Ep_PJS8rLVB2v37Ew1t5PUPAwMrrQr7NoqmCmkAMMvDp5O3ogYPAvAiR7aQVtJ_1IZtaKQ8v-w)
- Frei, H. (1944). *Systèmes de déictiques. Acta Linguistica*, 4(1), 111-129.  
<https://doi.org/10.1080/03740463.1944.10410917>
- Frogner, A.-P. (2007). *Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique. Revue internationale de politique comparée*, 14(2), 281-302. <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2007-2-page-281.htm>
- Gellner, E. (1983). *Nations and Nationalism*. Oxford : Blackwell éd.
- Gellner, E. (1989). *Nations et nationalisme* (B. Pineau, Trad.). Editions Payot. (Œuvre originale publiée en 1983)
- Goffman, E. (1993). *Stigmate: les usages sociaux des handicaps*. (Khim, A., Trad.). Les éd. de minuit. (Œuvre originale publiée en 1975).
- Guelke, A. (2012). *Politics in Deeply Divided Societies*. Polity Press.  
[https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=-TsTwPqrXT4C&oi=fnd&pg=PR5&dq=Guelke,+A.+\(2012\).+Politics+in+Deeply+Divided+Societies.+Polity+Press.&ots=hb2JMfzX93&sig=c7ApbrrriPTWCB17i\\_it2MRiG1Xo](https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=-TsTwPqrXT4C&oi=fnd&pg=PR5&dq=Guelke,+A.+(2012).+Politics+in+Deeply+Divided+Societies.+Polity+Press.&ots=hb2JMfzX93&sig=c7ApbrrriPTWCB17i_it2MRiG1Xo)
- Henn, C., Vromans, J., & Bijleverd, H.-A. (1996). *Pratique du Neerlandais de A à Z Exercices*. Didier Hatier.

- Jacquemain, M., Italiano, P., Heselmans, F., Vandekerke, M., Deflandre, D., & Willems, I. (2006). *Introduction. Les racines de l'identité collective. Fédéralisme Régionalisme*. <https://popups.uliege.be/1374-3864/index.php?id=360>.
- Kerbrat-Orecchioni, C. (2012). *Analyser du discours : Le cas des débats politiques télévisés*. *SHS Web of Conferences*, 1, 25-42. <https://doi.org/10.1051/shsconf/20120100338>
- Kesteloot, C. (2001). *Les Flamands et le mouvement wallon: l'image de l'autre (1890-1940)*. Dans Stebbins, R.A., Romney, C. & Ouellet, M. *Francophonie et langue dans un monde divers en évolution: contacts interlinguistiques et socioculturels* (eds.). (pp.23-37). Presses universitaires de Saint-Boniface.
- Kroskrity, P. V. (1999). *Identity*. *Journal of Linguistic Anthropology*, 9(1/2), 111-114.
- Lebart, L., & Salem, A. (1994). *Statistique textuelle*. Paris: Dunod.
- Leton, A., & Miroir, A. (1998). *Les conflits communautaires en Belgique*. Feni. [https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=pDJYDwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PT3&dq=Leton,+A.,+%26+Miroir,+A.+\(1998\).+Les+conflits+communautaires+en+Belgique.+Feni.&ots=d9yaKxAKA\\_&sig=r988GcB\\_RgSnZCQ3bIN1hFK-Z0I](https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=pDJYDwAAQBAJ&oi=fnd&pg=PT3&dq=Leton,+A.,+%26+Miroir,+A.+(1998).+Les+conflits+communautaires+en+Belgique.+Feni.&ots=d9yaKxAKA_&sig=r988GcB_RgSnZCQ3bIN1hFK-Z0I)
- Lipset, S. M., & Rokkan, S. (2008). *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs: une introduction*. Éd. de l'Université de Bruxelles.
- Lipset, S. M., & Rokkan, S. (1967). *Cleavage structures, party systems, and voter alignments: an introduction*. Free Press.
- Mayaffre, D. (2003). *Dire son identité politique. Etude du discours politique français au xx<sup>e</sup> siècle*. *Cahiers de la Méditerranée*, 66, 247-264. <https://doi.org/10.4000/cdlm.119>
- Mead, G. H. (1934). *Mind, self and society* (Vol. 111). University of Chicago Press.: Chicago. <http://tankona.free.fr/mead1934.pdf>

- Nagle, J., & Clancy, M.-A. C. (2012). *Constructing a shared public identity in ethno nationally divided societies : Comparing consociational and transformationist perspectives. Nations and Nationalism*, 18(1), 78-97. <https://doi.org/10.1111/j.1469-8129.2010.00474.x>
- Pauwels, T. (2011). *Le Vlaams Belang*. Dans Delwit, P., Pilet, J-B. & Van Haute, E. (eds.). *Les partis politiques en Belgique*. (pp. 219-235). Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Pilet, J. B. (2011). *Le Centre démocrate humaniste (cdH)*. Dans Delwit, P., Pilet, J-B. & Van Haute, E. (eds.). *Les partis politiques en Belgique*. (pp.62-82). Bruxelles: Edition de l'Université de Bruxelles.
- Pincemin, B. (2018). *Sept logiciels de textométrie*. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01843695/document>
- Pion, G., & Hamme, G. V. (2011). *Les destins divergents des régionalismes flamands et francophones : Une perspective historique. EchoGéo*, (15) <https://doi.org/10.4000/echogeo.12291>
- Rauh, G. (1983). *Essays on Deixis*. Gunter Narr Verlag. [https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=JsWBAh08nLsC&oi=fnd&pg=PA7&dq=Rauh,+G.+\(1983\).+Essays+on+Deixis.+Gunter+Narr+Verlag.&ots=VQEtsQFP2q&sig=M0OP9a1obMWEyjiwbluZN9yzTWg](https://books.google.com/books?hl=fr&lr=&id=JsWBAh08nLsC&oi=fnd&pg=PA7&dq=Rauh,+G.+(1983).+Essays+on+Deixis.+Gunter+Narr+Verlag.&ots=VQEtsQFP2q&sig=M0OP9a1obMWEyjiwbluZN9yzTWg)
- Reuchamps, M. (2009). *Le fédéralisme et ses deux sens–négatifs–en Belgique francophone. Revue de la Faculté de Droit de l'Université de Liège*, 54(4), 527-540. <https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/31116/1/Reuchamps%20M,%20Le%20f%20C3%A9d%20C3%A9ralisme%20et%20ses%20deux%20sens%20-%20n%20C3%A9gatifs%20-%20en%20Belgique%20francophone,%202009.pdf>

- Reuchamps, M. & Caluwaerts, D. (2014). *Le fédéralisme belge creuse-t-il sa propre tombe?*. *Outre-Terre*, 3, 45-58. <https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2014-3-page-45.htm?ref=doi>
- Reuchamps, M., Meulewaeter, C., Baudewyns, P., & De Winter, L. (2016). *Les facteurs d'unité en Belgique: Diabes rouges, attitudes politiques et sentiments identitaires*. Dans Santafé, G., *Les conditions de l'unité politique et de la sécession dans les sociétés multinationales: Catalogne, Écosse, Flandre, Québec*. (pp.99-126). Québec: Presses de l'Université Laval. [https://www.researchgate.net/profile/Jean-Francois-Caron-3/publication/350006433\\_Collection\\_Democratie\\_et\\_institutions\\_parlementaires\\_dirigee\\_par\\_Louis\\_Massicotte/links/604b021892851c1bd4e290c1/Collection-Democratie-et-institutions-parlementaires-dirigee-par-Louis-Massicotte.pdf#page=115](https://www.researchgate.net/profile/Jean-Francois-Caron-3/publication/350006433_Collection_Democratie_et_institutions_parlementaires_dirigee_par_Louis_Massicotte/links/604b021892851c1bd4e290c1/Collection-Democratie-et-institutions-parlementaires-dirigee-par-Louis-Massicotte.pdf#page=115)
- Ricoeur, P. (1995). *Soi-même comme un autre*. Editions du Seuil.
- Seiler, D. L. (1990). *Sur les partis autonomistes dans la CEE*. <https://www.recercat.cat/bitstream/handle/2072/1464/ICPS19.pdf?sequence=1>
- Sinardet, D. (2013). *How Linguistically Divided Media Represent Linguistically Divisive Issues. Belgian TV-Debates on Brussels-Halle-Vilvoorde*. *Regional & Federal Studies*, 23(3), 311-330. <https://doi.org/10.1080/13597566.2013.773895>
- Sinardet, D., Fierens, M., & Iglesias, J. D. (2015). *Système médiatique, nationalisme et démocratie en Belgique*. *Emulations-Revue de sciences sociales*, (16), 13-22. <https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/download/4723/3393>
- Smith, M.G. (1965). *The Plural Society in the British West Indies*, Berkeley. University of California Press.
- Sonck, G. (2013). *Pronominalisering - Pronominalisation*. Dans *Néerlandais. Grammaire de l'étudiant* (5e éd., pp. 111-155). De Boeck.

- Stengers, J. (1981). *Belgian national sentiments*. Dans A. Lijphart (éd.), *Conflict and coexistence in Belgium: the dynamics of a culturally divided society*. (pp.46-60). Berkeley.
- Tajfel, H. (1981). *Human Groups and Social Categories : Studies in Social Psychology*. Cambridge University Press.
- Van den Bulck, H. (2001). *Public service television and national identity as a project of modernity: the example of Flemish television*. *Media, Culture & Society*, 23(1), 53-69.  
[https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/016344301023001003?casa\\_token=EhmYqnduqigAAAAA:L691Z1xOVNa0HQ6taRBo3py7ajPWjDbvaAUMwV1tgQ\\_f5178ud69UUrZy5rMvXGU8WNqX\\_p9JzqP8KM](https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/016344301023001003?casa_token=EhmYqnduqigAAAAA:L691Z1xOVNa0HQ6taRBo3py7ajPWjDbvaAUMwV1tgQ_f5178ud69UUrZy5rMvXGU8WNqX_p9JzqP8KM)
- Van Haute, E. (2011a). *Le CD&V (Christen-Democratisch & Vlaams)*. Dans Delwit, P., Pilet, J-B. & Van Haute, E. (eds.). *Les partis politiques en Belgique*. (pp.35-61). Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles.
- Van Haute, E. (2011b). *Volksunie, Nieuw-Vlaams Alliantie, Spirit, Vlaams-Progressief*. Dans Delwit, P., Pilet, J-B. & Van Haute, E. (eds.). *Les partis politiques en Belgique*. (pp.201-218). Bruxelles: Les éditions de l'université de Bruxelles.
- Van Haute, E., Dandoy, R., De Decker, N., & Delwit, P. (2007). *Complexes identitaires ou identités complexes en Belgique fédérale. L'espace Wallonie-Bruxelles: voyage au bout de la Belgique*, 37-53.
- Versluys, E. (2007). *The notion of identity in discourse analysis: Some 'discourse analytical remarks*. *International Tidsskrift for Sprog og Kommunikation*, 26, 89-99.  
[https://www.sdu.dk/-/media/files/om\\_sdu/institutter/isk/forskningspublikationer/rask/rask+26/eline+versluys+8999.pdf](https://www.sdu.dk/-/media/files/om_sdu/institutter/isk/forskningspublikationer/rask/rask+26/eline+versluys+8999.pdf)
- Zupnik, Y. J. (1994). *A pragmatic analysis of the use of person deixis in political discourse*. *Journal of pragmatics*, 21(4), 339-383.

# Comment les représentants politiques belges néerlandophones utilisent-ils la déixis pour se définir et définir l'autre ?

*Une analyse de l'utilisation des pronoms dans les débats télévisés flamands*

La déixis permet d'exprimer son identité et celle des autres. Il est évident que l'utilisation des pronoms, ainsi que l'expression de ses identités sont des activités quotidiennes. C'est pourquoi il peut être intéressant d'aborder la question des identités politiques multiples au sein d'une société divisée comme la Belgique à l'aide desdits pronoms. Le mémoire propose ici une revue des expressions déictiques utilisées par des représentants politiques flamands issus du CD&V, de l'OpenVLD, du Sp.a, de Groen !, de la N-VA et du Vlaams Belang. L'objet étudié consiste à comprendre comment les pronoms permettent à ces représentants politiques de hiérarchiser leurs identités et de définir l'autre.

L'exploration des pronoms *we*, *wij* et *ze*, *zij* permettent de découvrir cela et de répondre à la question de savoir comment les représentants politiques belges néerlandophones utilisent-ils la déixis pour se définir et définir l'autre.

**Mots-clés :** identité – Belgique – déixis - pronoms

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | [www.uclouvain.be/psad](http://www.uclouvain.be/psad)